



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file *Votre référence*

Our file *Notre référence*

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

**LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT: FONDEMENT DES
DÉSÉQUILIBRES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES.
LE CAS DU ZAÏRE**

**par
Malu B. Mukandila**

**Thèse déposée à l'École des études supérieures et de la recherche en vue de
l'obtention de Maîtrise ès arts en science politique**

Directeur: Professeur R. DeAndrade

**Université d'Ottawa
Janvier 1995**



Malu B. Mukandila, Ottawa, Canada, 1995



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

À ma chère famille qui m'a tant donné...

Nous tenons vivement à remercier le professeur DeAndrade qui a bien voulu nous guider dans cette recherche. Nos remerciements s'adressent également à Mme Jeanne Laux et Mr Philippe Garigue de qui nous avons beaucoup appris. À Mme Françoise Quesnel et à Céline Poirier, nous disons merci de vos services.

TABLE DES MATIÈRES

<u>TABLE DES MATIÈRES</u>	3
<u>RÉSUMÉ</u>	5
<u>LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT. LES FONDEMENTS DES DÉSÉQUILIBRES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES: LE CAS DU ZAÏRE</u>	8
<u>I. INTRODUCTION GÉNÉRALE</u>	8
<u>I.1. CADRE THÉORIQUE</u> :.....	13
<u>I. 2. MÉTHODOLOGIE</u> :.....	14
<u>I. 3. ORGANISATION DE LA THESE</u> :	15
<u>CHAPITRE I. : QUELQUES APPROCHES THÉORIQUES DE LA CRISE DANS LA PÉRIPHÉRIE</u>	19
<u>CHAP. I.1. PARADIGME DE DÉVELOPPEMENT ET DU SOUS-DÉVELOPPEMENT</u> :.....	19
<i>A. Amin Samir</i> :	20
<i>B. Gunder Frank</i> :	21
<u>CHAP.I. 2. ANALYSE DE LA CRISE DANS LES PAYS PÉRIPHÉRIQUES</u> :.....	24
<i>Chap.I. 2.1. L'ÉCOLE NÉO-MARXISTE ET D'ÉCONOMIE POLITIQUE CRITIQUE</i>	26
2.1.1. <i>L'école néo-marxiste</i> :.....	26
<i>A. Wallerstein, I.</i> :	27
<i>B. Gunder Frank</i> :.....	29
2. 1. 2. <i>L'école critique d'économie politique</i> :	31
<u>CHAP I. 2. LA RÉGULATION INTERNATIONALE</u>	33
<u>I. 2.1. LA NOTION DE DÉPENDANCE ET DE DOMINATION</u>	35
1.2.1.A. <i>Définition de la dépendance</i> :	35
1.2.1.B <i>La dépendance politique</i> :.....	39
1.2.1.C. <i>La dépendance économique ou financière</i> :	40
1.2.1.D. <i>La dépendance technologique</i> :	42
<u>CHAP. I. 3. LES TERMES DE L'ÉCHANGE</u>	44
<u>CONCLUSION</u> :	50
<u>CHAPITRE II. L'INSERTION DU ZAÏRE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE</u>	53
<u>II. 1. L'ÉTAT ET SES STRATÉGIES ÉCONOMIQUES</u>	53
<u>II.1.1 ANALYSE DE L'ÉTAT</u>	53
<i>A. Définition</i> :	53
<i>II.1.2. Concept et Émergence</i> :	54
<u>II.1.3. LE RÔLE DE L'ÉTAT</u> :.....	60
<i>II.1.4. Le capitalisme d'État: l'intervention étatique</i> :.....	63
<u>CHAP.II.2. LES STRATÉGIES ET CONTRADICTIONS</u>	69
<u>II.2.1. LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES</u> :.....	69
<i>II.2.1.1. Formulation des politiques économiques: 1963-1967</i>	71
<i>II.2.1.2.1. Application et résultats: 1967-1974</i>	75

a) <u>La croissance et relance économique:</u>	75
b) Le code d'investissement de 1969:	83
<u>II.2.1.2.2 Le déclin économique et crise: 1975-1980</u>	88
II.2.1.2.2.1. Échec du modèle.....	88
II.2.1.2.2.2 La Zairianisation et résultat: 1973-1975.	95
II.2.2.2.3. La continuité de la crise: 1975 jusqu'à la fin des années 1980.....	101
<u>CONCLUSION:</u>	104
<u>CHAP. III. ANALYSE DE LA CRISE ZAÏROISE DANS LE CONTEXTE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE.</u>	108
<u>III. 1. LA CRISE ZAÏROISE ACTUELLE : PRODUIT HISTORIQUE.</u>	109
<u>III.1.1. L'EXTRAVERSION STRUCTURELLE: HÉRITAGE COLONIAL.</u>	111
<u>III.1.2. LA DÉSARTICULATION SECTORIELLE : FONCTION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE.</u>	114
<u>III.2. LA CRISE ZAÏROISE: PRODUIT DES FACTEURS INTERNES.</u>	120
<u>CONCLUSION GÉNÉRALE:</u>	124
<u>ANNEXE</u>	129
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	130

RÉSUMÉ

Cette thèse sur les stratégies de développement comme fondement des déséquilibres socio-économiques et politiques au Zaïre s'inscrit dans un ensemble des recherches faites depuis les années soixante-dix et quatre-vingt, sur la crise économique du Zaïre. Notre préoccupation majeure est d'échapper à une analyse conjoncturelle, en mettant l'accent sur le changement et les mutations d'un système socio-économique donné, les contradictions et les continuités de ce sous-système dans une optique historique, c'est-à-dire depuis la colonisation et d'en suivre la trame jusqu'à date, c'est-à-dire les années 90.

En choisissant de faire une telle analyse, nous avons voulu démontrer que plusieurs analyses sur la crise zaïroise actuelle ne posent pas le problème dans son ensemble; tantôt les études brandissent des arguments imputants la responsabilité à l'impérialisme, tantôt aux dirigeants nationaux et à leur incapacité de gouverner. On ne semble pas regrouper ces deux explications dans une analyse globale. Plusieurs chercheurs semblent aujourd'hui négliger de prendre en considération la notion de dualité économique et de domination comme facteurs déterminant de l'évolution des économies africaines post-indépendantes dans l'économie-monde. Ceci ne signifie pas que notre thèse soit basée sur ces deux notions; loin s'en faut.

Cependant, nous pensons que ces deux notions sont plus que jamais un révélateur analytique fondamental dans l'analyse des crises actuelles à la périphérie africaine. En

outre, il serait ironique de récuser également la notion de la dépendance et de croire que les pays africains pouvaient connaître un développement économique dans le contexte des dépendances multiples auxquelles ils font face sur la scène mondiale.

Ce que nous voulons démontrer est que les stratégies de développement, dans le contexte de la complexité des rapports économiques historiques et présents ne pouvaient construire une économie cohérente, capable de faire face aux attentes de la mondialité / globalisation, économiquement, politiquement, sociologiquement et technologiquement. La référence à l'historicité et à la littérature néo-marxiste, permet à juste titre de montrer la persistance des liens historiques qui ont existé et continuent encore dans la planification des politiques économiques au Zaïre. C'est ainsi qu'au lieu de créer une économie cohérente et structurée, ces stratégies ont donné naissance à une économie dysfonctionnelle et très vulnérable.

En dépit de l'évolution des littératures et idées se rapportant au sujet choisi, et en dépit également des nouvelles données de la mondialité lesquelles ont inéluctablement changé les relations internationales, nous revenons sur ce vieux débat pour expliquer la crise actuelle (des années quatre vingt -dix) à partir des concepts classiques anciens et recourant à une période spécifique (70-80).

Nous avons retenu la période 1970-1980 non pas pour limiter le champ d'analyse à une période dévolue, mais c'est parce qu'elle est du point de vue chronologique, la plus

importante, en ce qu'elle correspond à deux grands moments de l'économie du Zaïre: la croissance économique entre 1970 et 1975 et à la crise qui en a suivi, c'est-à-dire depuis 1975. Du point de vue analytique, la période choisie permet d'appréhender le blocage du passage d'une économie du type colonial à une économie indépendante et aussi à expliquer pourquoi il n'y a pas eu d'envolée comme dans certains pays, aujourd'hui **"nouveaux pays industrialisés."**

LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT. LES FONDEMENTS DES DÉSÉQUILIBRES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES: LE CAS DU ZAIRE.

I. INTRODUCTION GÉNÉRALE

Lorsque les pays africains au sud du Sahara devinrent indépendants, plusieurs stratégies de développement ont été mises en place pour répondre aux exigences du système de l'économie mondiale et aux aspirations sociales des populations africaines. Ces politiques consistaient à développer les secteurs clés de leurs économies, (agriculture et l'industrie minière d'exportation) en adoptant un type de libéralisme largement extraverti. Ces stratégies allaient-elles ainsi permettre l'insertion de ces économies dans le système de l'économie mondiale.

L'adoption de ces politiques s'inscrit pour la plupart dans le cadre du courant de l'émancipation politique des pays africains au sud du Sahara au début des années soixante: l'émancipation qui avait fait naître l'espoir d'un développement économique durable. On croyait encore naïvement que une hausse de niveau de vie et une industrialisation rapide seraient les premiers pas vers le développement.

Dans ce sens, les stratégies de développement ont été pensées en termes de garde fou de ce que l'on percevait comme des obstacles au processus de développement, notamment le manque des capitaux financier et technologique dont l'éradication accorderait naturellement aux pays africains concernés les éléments nécessaires pour se développer. Dans ces conditions, l'aide financière, l'assistance technologique, l'afflux des investissements étrangers monopolistes, les

concessions commerciales, devaient être les principaux instruments de cette entreprise qui vont dès lors façonner différents types d'économies à la périphérie africaine. Mais ces stratégies ont donné des résultats différents. Pour certains pays, il y a eu réellement une intégration cohérente dans l'économie mondiale (N.P.I), avec un tissu industriel de plus en plus compétitif; alors que pour les pays africains en général, ces stratégies ont abouti à des économies incohérentes et au blocage économique, dont la dépendance, la stagnation et la non-compétitivité au sens strict constituent la caractéristique principale.

Cependant, il est clair que les voies qui mènent au développement socio-économique sont nombreuses; encore que plusieurs soient sans doute plus saines que d'autres. Un temps assez suffisant s'est coulé (depuis 1960) et un grand nombre des données et faits permettent de mettre à l'épreuve l'expérience de ces stratégies de développement.¹ Il convient de signaler d'emblée que rare sont les pays africains qui s'en sont tenus à une stratégie de développement bien élaborée et définie. La plupart accusent de confusion et d'incohérence dans leur orientation. Leurs approches sont souvent fluctuantes, naviguant au gré des évolutions des facteurs externes (marché mondial). Ceci détermine en même temps diverses orientations économiques et résultats dans chaque pays africain.

Les éléments de divergence ne sont pas simplement imputables aux facteurs externes, certes importants. Les structures socio-politiques internes ont aggravé la situation par le maintien

¹ Par stratégie de développement, nous entendons des stratégies globales de développement, capables de placer l'ensemble de l'économie sur une trajectoire de développement sociétal harmonieux: c'est-à-dire du point de vue économique, politique et social.

d'une politique de distribution des revenus très inégalitaire, par l'échec de politiques agraires spécifiques, par l'incapacité de constituer un secteur manufacturé, et enfin de réaliser l'intégration de la consommation interne. C'est justement cette réalité qui permet de mettre à l'épreuve les avantages et les inconvénients des stratégies de développement.

Car, faut-il reconnaître que ces différentes politiques économiques ont eu des résultats remarquables, pendant les années 60 et 70. Dans certains pays comme au Zaïre, la croissance économique globale avait atteint un taux exceptionnel, entre 6 à 7% annuellement. Mais cette performance sera de courte durée; car la crise mondiale des années soixante-dix, accompagnée de la crise énergétique, la hausse du dollar américain et les effets de la mondialisation des échanges vont converger pour faire voler en éclat ces politiques économiques, mettant ainsi à vue des contradictions majeures de celles-ci. L'alarme venait désormais de sonner.

Dans ces conditions, on a ainsi commencé à observer la mise en place des plans quinquennaux et septennaux, orientés soit dans le domaine agricole soit minier d'exportation. Les modèles choisis dans plusieurs cas furent, sauf rares exceptions, ceux d'un capitalisme libéral étatique, soutenu soit par un code d'investissement, soit par une politique de tendance nationaliste. Dans de cas extrêmes, on relève que ces orientations politiques ont été encouragés, voire élaborés, comme dans le cas du Zaïre, par des acteurs internationaux ². Les pays du centre ont eu

² Nous faisons référence au groupe consultatif mis en place par les États-Unis, en consultation étroite avec le F.M.I. et d'autres acteurs internationaux; ledit groupe qui avait formulé la stratégie de développement du zaïre après son indépendance. Pour plus de détails, voir Katwala, Gifhem, Bureaucracy, dependency and underdevelopment in Zaïre, (Thèse Ph. D.) Berkeley, University of California, 1979, p. 64.

tendance à exhorter les pays africains à s'intégrer dans le système économique mondial existant sans avoir changé les modalités et les structures d'avant les indépendances africaines (1960).

Sur le plan interne, les choix des stratégies et des priorités des politiques économiques n'ont pas tenu compte de la complexité de l'économie mondiale et des nouvelles tendances lourdes de la mondialité. Dans l'adoption de ces stratégies, la classe dirigeante zaïroise avait négligé le développement rural et la production alimentaire; elle a orienté ses choix dans le secteur minier d'exportation et dans la réalisation des grands projets de prestige qui se sont avérés improductifs. L'agriculture n'a pas été une priorité pour le gouvernement zaïrois.

Les investissements étrangers, étatiques et l'aide extérieure ont été mal repartis et mal orientés dans les différents secteurs de l'économie. Le bilan est une catastrophe sociale. L'Afrique noire était bel et bien mal partie³ peut-on dire. C'est dans ce contexte que nous proposons d'étudier les stratégies de développement comme fondement des déséquilibres socio-économiques et politiques au Zaïre pendant la période 1970-1980.

Cette esquisse constitue dès lors la préoccupation principale de cette étude. Notre objectif principal est de tenter d'analyser les raisons fondamentales qui expliquent les contradictions inhérentes de ces différentes politiques à la périphérie subsaharienne, précisément au Zaïre, et ce dans le contexte de la mondialité/globalisation.

³ Dumont,R., L'Afrique noire et mal partie, Maspero, Paris, 1965

Au centre de notre réflexion, nous posons une question fondamentale: pourquoi la situation socio-économique du Zaïre ne s'est guère améliorée malgré tous les capitaux financiers étrangers, privés et étatiques investis à divers titres ?. Pourquoi les résultats sont-ils aussi catastrophiques pour le Zaïre, alors que certains pays de la périphérie se maintiennent ?. Comment peut-on expliquer le "chaos zaïrois"⁴ lorsque l'on sait que ce pays est l'un des pays les plus riches au monde du point de vue des ressources naturelles.

La thèse principale sur laquelle sera basée cette analyse s'inspire d'une réalité simple et globale. Simple parce qu'elle s'inscrit dans la voie des diverses thèses qui ont été publiées sur les stratégies de développement: globale dans ce sens qu'elle est un questionnement logique sur les résultats socio-économiques accablants soient-ils récoltés dans la périphérie africaine subsaharienne. Cette thèse est formulée de la manière suivante:

La crise de l'économie mondiale pendant la seconde moitié des années soixante-dix est venue illustrer les contradictions inhérentes des stratégies de développement socio-économique et l'incapacité des acteurs externes, aussi bien qu'internes à concevoir des stratégies de développement cohérentes et globales au Zaïre. Dans le contexte de la mondialité/globalisation, ces stratégies telles qu'elles ont été conçues et suivies, ont empêché une transition moins perturbante des structures coloniales vers des structures post-coloniales; ce qui a conduit inéluctablement au blocage de l'économie du Zaïre.

⁴ Le chaos zaïrois renvoie à l'effondrement spectaculaire des secteurs vitaux de l'économie zaïroise, lequel affecte directement le social et le politique. Ce chaos correspond également à ce que la Banque Mondiale a qualifié de "critical juncture" (Voir Banque Mondiale, Zaïre. The current crisis situation 1980, Washington, World Bank, 1981.) qui témoigne de la situation de la crise zaïroise des années quatre-vingt.

Si les stratégies de développement pronées au Zaïre après son indépendance supposait le développement socio-économique, force est de reconnaître qu'elles ont renforcé les déséquilibres socio-économiques et politiques: il n'y a pas eu de développement. Afin d'apprécier cette hypothèse, deux sous-hypothèses permettent d'expliquer pourquoi les performances économiques du Zaïre n'ont pas donné les résultats escomptés.

La première sous-hypothèse spécifie que l'insertion des pays périphériques africains dans l'économie mondiale ne s'est pas réalisée dans les mêmes conditions structurelles et historiques comme l'a connu l'Europe. C'est au contraire à travers les politiques économiques d'exploitation coloniales que ces pays ont été insérés dans le système de l'économie mondiale: c'est-à-dire sans avoir changé la Division Internationale du Travail (D.I.T.) Cette insertion témoigne dès lors leurs différentes fonctions et performance au sein du dit-système.

La deuxième sous-hypothèse stipule que les déséquilibres socio-économiques et politiques au Zaïre pendant la crise mondiale des années soixante-dix sont une conséquence directe d'une transition structurelle historique manquée, permettant le passage d'une économie coloniale à une économie nationale autonome. Dans le contexte de la mondialité, le rôle assigné à l'État dans le cadre de la D.I.T constitue une variable endogène qui a limité les possibilités d'une transition moins perturbante.

1.1. CADRE THÉORIQUE:

Nous n'avons nullement la prétention de formuler des nouvelles théories sur les stratégies de développement, ni non plus innover dans l'avancement d'une série d'hypothèses soient-elles. Les

analyses de ce genre sont nombreuses pour essayer d'en dire davantage. Dorénavant, nous acceptons avec certaines réserves la majorité des thèses néo-marxistes et d'économie politique critique qui traitent de ce sujet.

A ce point, notre contribution au débat actuel consiste à dépasser les limites explicatives et théoriques de l'économicisme, afin d'y incorporer la dimension socio-politique. Pour ce, les différentes théories élaborées par le courant néo-marxiste et d'économie politique critique nous serviront de cadre d'analyse. Ces théories sont en général celles qui mettent l'accent sur les questions relatives à la dépendance, la domination et l'impérialisme et capitalisme périphérique, bref du processus du sous-développement des pays de la périphérie.

Toutefois, dans le cadre de notre étude de cas, il s'avère que ces théories ne donnent pas une explication globale de la périphérisation du tiers monde, outre qu'en termes économiques ou encore sous forme d'accusation éternelle de l'impérialisme. Le cas du Zaïre qui n'est pas unique, permet d'appréhender une autre dynamique et son impact dans l'explication du sous-développement dans ce pays; il s'agit des acteurs internes qui constituent une variable importante dans l'explication de la crise zairoise..

I. 2. MÉTHODOLOGIE:

La méthodologie utilisée est celle d'une analyse structuro-historique à caractère déductif. Cette méthodologie s'appliquera éventuellement sur une étude de cas, le Zaïre. L'utilité d'une telle approche en science politique permet l'élaboration d'un cadre conceptuel qui s'adapte à une

réalité globale dont les prémisses déductives s'expliquent à travers une chaîne de variables et indicateurs.

Cette approche se place dès lors dans la même optique que celle de Dogan et Pellasy (1981), c'est-à-dire dans une perspective théorique globale. L'approche structuro-historique à caractère déductif permet donc de passer de la généralité des faits à un cas particulier, tout en découvrant des particularités de l'étude de cas choisie. Ceci se fera remarquer dans la deuxième partie de cette thèse, lors de l'évaluation et de l'explication du rôle et la nature de l'Etat zairois.

Ce faisant, et par nécessité d'articuler l'analyse, il s'avère important d'utiliser une approche combinée du courant néo-marxiste et d'économie-politique critique. Cette précision est impérative, car notre démarche n'est pas de construire des nouvelles approches ni théories, mais d'user de celles choisies (néo-marxiste et d'économie politique critique) en vue de comprendre la nature des facteurs internes et externes qui façonnent les déséquilibres socio-économiques et politiques au Zaïre.

I. 3. ORGANISATION DE LA THESE:

Le plan d'étude est organisé autour de trois grandes parties, de façon à aboutir à une analyse claire des principaux facteurs retenus dans le cadre d'analyse. La première partie est une présentation générale des différentes explications théoriques sur les modalités des crises des économies africaines. Dans un premier abord, nous proposons de faire un survol du paradigme du sous-développement pour ressortir les éléments qui identifient les crises africaines en particulier.

Cette présentation, permet de préciser le contenu de certains concepts clés et pour définir un cadre de référence qui permet de saisir les particularités de ces crises. Il s'agit de reprendre certains aspects fondamentaux de la littérature néo-marxiste et d'économie politique critique pour démontrer que dans le contexte de la mondialité et de ses tendances lourdes actuelles (les années 1990), il s'est avéré que le Zaïre n'a pas évolué selon les réflexions de celles-ci.

Dans un second volet, sera analysée la question relative à la régulation internationale. Le principal thème qui y est abordé concerne la théorie de la dépendance (commerciale, politique et technologique). Il s'agit d'expliquer comment ces facteurs, contrairement aux nouveaux pays industrialisés, ont tendance à se perpétuer et à aggraver la vulnérabilité des pays africains en particulier. Nous porterons notre attention sur les termes de l'échange qui permettra d'apprécier les articulations " centre-périphérie " en termes des échanges commerciaux sur le marché mondial.

La deuxième partie prolonge cette présentation et l'applique à l'étude du cas choisi: le Zaïre. L'accent sera mis tout particulièrement sur deux points importants: la fonctionnalité de l'État zaïrois post-indépendant et son rôle socio-économique et politique. Ainsi, partant du constat que les déséquilibres socio-économiques du Zaïre ont été accentués par des facteurs proprement internes, nous essayons d'analyser les différentes politiques économiques étatiques des années soixante et soixante-dix. Il sera question d'expliquer comment ces politiques ont manqué le passage et la transformation du modèle colonial au modèle post-colonial, tenant compte des mutations actuelles de l'économie-monde.

Il nous sera permis de révéler certains aspects fondamentaux de l'analyse de l'État: son concept, son émergence aussi bien que son rôle dans le processus de développement socio-économique du Zaïre. Le plus important est relatif aux différentes stratégies économiques adoptées par le gouvernement zaïrois, leur formulation, leur mise en application et leur contradiction. Ce, pour arriver à notre conclusion selon que la transition a donné lieu à une économie endettée, dépendante et incohérente.

Enfin, un court chapitre qui va faire la synthèse de deux premières parties pour conclure cette thèse. Notre attention sera portée sur l'analyse structurelle de cette crise et tenterons de l'expliquer en rapport avec les contradictions même des stratégies et politiques adoptées. Nous présenterons deux explications de la crise zaïroise comme produit historique et produit des facteurs internes.

1^{ère} PARTIE

PREMIER CHAPITRE.

CHAPITRE I. : QUELQUES APPROCHES THÉORIQUES DE LA CRISE DANS LA PÉRIPHÉRIE.

Ce chapitre est basé sur une étude historique, puisque elle permet d'expliquer un moment de transition structurelle manquée, c'est -à-dire le passage des politiques coloniales aux politiques post-coloniales (autonomes ou indépendantes). Ce serait une introduction des approches théoriques des crises économiques périphériques, africaines en particulier. L'analyse sera basée sur les analyses des certains auteurs du courant néo-marxiste et d'économie critique qui permettent de retracer et de cerner la singularité de ces crises. Dans un premier temps, nous présenterons d'abord brièvement différentes interprétations du paradigme du développement et du sous-développement.

Chap. I.1. PARADIGME DE DÉVELOPPEMENT ET DU SOUS-DÉVELOPPEMENT:

Lorsque le problème de développement de la périphérie africaine a paru, plusieurs écoles de pensées se sont empressées d'élaborer diverses thèses qui expliqueraient ses causes. Deux écoles de tendances opposées vont s'intéresser au problème du développement sous différents angles: il s'agit de l'école libérale dite orthodoxe, car elle se rattache à l'économie classique traditionnelle et de l'école du courant radical, surtout marxiste.

Dans l'analyse qui suit, nous avons retenu la seconde école, dans le but de clarifier le concept de sous-développement tel qu'il est entendu dans cette thèse. Parmi les auteurs qui ont abordé

ce sujet, nous avons retenu Amin Samir et Gunder Frank, qui présentent une analyse spécifique du sous-développement pour l'Afrique et l'Amérique latine.

Pour eux, les pays périphériques loin d'être assujettis au retard du cycle de développement, souffrent d'une seule chose: leur exploitation par les pays du centre dans le cadre de la division internationale du travail. Cette dernière est dès lors reconnue comme la source première d'exploitation qui articule et oriente les économies périphériques au sous-développement. Contrairement à la thèse classique libérale du retard, ces auteurs stipulent que le sous-développement du tiers monde ne serait pas due à un retard historique qu'il suffirait de rattraper (pour se développer), mais plutôt une conséquence de son faible positionnement soit-il dans l'économie mondiale.

A. Amin Samir:

Amin définit le sous-développement comme l'état de structures précapitalistes transformées par leur intégration au marché mondial.⁵ Selon Amin le point de départ pour expliquer le sous-développement est avant tout l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. La théorie du sous-développement doit résulter selon lui de " l'analyse du processus unique " qui est à la fois le processus de développement au centre et le processus du sous-développement à la périphérie.⁶

Ce processus constitue une forme particulière du développement: le développement dépendant extraverti. Explicitement, le sous-développement est analysé comme le produit de

⁵ Amin, S., l'accumulation à l'échelle mondiale, Paris, Anthropos, 1970, p. 26

⁶ *ibid*, p. 30.

l'impérialisme: les deux notions sont liées, la seconde constituant de fait l'explication fondamentale de la première. De fait, l'idée du développement " étapiste " qui se reproduit dans le temps et dans l'espace devient aléatoire et un non-sens.

De cette façon, Amin estime que les pays africains doivent rompre avec le système de l'économie mondiale capitaliste et recourir à une stratégie de développement " AUTOCENTRÉ "; c'est-à-dire une stratégie à caractère national qui ne se soumet pas à la domination de la loi de la valeur capitaliste opérant à l'échelle mondiale.⁷

En effet, lorsque l'on suit de près l'évolution des économies africaines, on remarque sans doute un phénomène unique: celui d'un placage de mode de production étranger mis en place dans le cadre de la colonisation. Ce placage n'a pas pu produire un mode de production cohérent comme au centre. En Afrique, les forces de production sont presque exclusivement dépendantes des forces externes. C'est dans ce contexte que la déconnexion est proposée comme une alternative capable de réorienter le mode de production.

B. Gunder Frank:

L'analyse de Frank bien que traitant largement des problèmes des pays de l'Amérique Latine, prolonge celle de Samir Amin en posant le problème au niveau conceptuel et théorique du problème. Le point de départ de toute analyse qui s'attache à expliquer la nature du sous-développement de la périphérie doit tenir compte du fait historique. Le passé ni le présent des

⁷ Amin, S., La déconnexion, p.108.

pays développés, stipule Frank, ne ressemble à aucun moment de ceux des pays en développement.

The now developed countries were never underdeveloped. Though they may have been underdeveloped (...) yet historical research demonstrates that contemporary underdevelopment is in large part the historical product of past and continuing economic and other relations between the satellite underdeveloped and now developed metropolitan countries.⁸

Le manque de capital ou le faible niveau de technologie ne justifie nullement le sous-développement des formations sociales périphériques. Cette explication (libérale) est vue par Frank comme une limite théorique de l'explication du phénomène du sous-développement. Une limite théorique qui se justifierait par la propension qu'ont les théoriciens de l'approche néo-classique à considérer les caractéristiques sociales, culturelles et politiques propres aux pays industriels capitalistes comme des préalables nécessaires au développement et à l'afflux des investissements.⁹

We must conclude, in short, that underdevelopment is not due to the survival of archaic institutions and the existence of capital shortage in regions that have remained isolated from the stream of world history. ... underdevelopment was and still is generated by the same historical process which also generated economic development: the development of capitalism itself.¹⁰

D'autres théoriciens néo-marxistes ont par ailleurs soutenus que le sous-développement des pays périphériques se doit être analysé en termes de dépendance accrue de la périphérie sous toutes ses formes vis-à-vis du centre. S'alignant sur cette voie, Furtado stipule que le sous-développement constitue une étape nécessaire au processus et développement des économies

⁸ Gunder, Frank, *The development of underdevelopment*, in Perspectives on world politics, London, MacMillan, 1976, p.291.

⁹ Gunder, Frank, L'accumulation dépendante, p.17.

¹⁰ Gunder, Frank., op.cit, p.295.

capitalistes avancées. Il serait, du point de vue épistémologique, une situation particulière, résultant de l'expansion des économies capitalistes qui visent à utiliser des ressources naturelles et la main d'oeuvre bon marché dans la sphère économique précapitaliste.¹¹

D'autres auteurs stipulent que le sous-développement constitue le résultat de la désintégration des économies précapitalistes par l'irruption d'un capitalisme étranger. Ceci s'explique du fait que le développement à la périphérie est dépendant des besoins et des possibilités des économies avancées du centre. Par conséquent, les économies périphériques perdent leur structure interne pour ne remplir que la fonction de lieu d'approvisionnement et de débouché pour le capitalisme mondial.¹²

Autrement dit, les économies de la périphérie peuvent connaître une période de croissance (parfois prolongée) de leur produit national et per capita, sans pour autant voir diminuer leur degré de dépendance par rapport à l'étranger et leur dualisme interne...¹³ La logique explicative de Furtado est à ce point significative, car elle permet de démontrer de nouveau, les limites explicatives de la théorie de la croissance de l'école néo-classique qui soutient que le développement doit être atteint par l'accroissement du revenu global.

Ce qu'il faut retenir c'est que le sous-développement de l'Afrique et du Zaïre ne résulte pas d'un manque d'adaptation aux étapes de développement; l'imposition d'un modèle européen

¹¹ Furtado, H., Théorie du développement économique, Paris, Presses Universitaires de France, 1970, pp. 149-150.

¹² Freyssinet, J. Le concept de sous-développement, Paris, Editions Moutons, 1976, p. 275.

¹³ idem, p.150.

de développement uniforme en Afrique a provoqué une série de déséquilibres socio-économiques et politiques profonds. Tous les faits étaient rassemblés pour aboutir à une crise, la crise de développement que les effets de la mondialité ont aggravé depuis la fin des années 1980.

Chap.I. 2. Analyse de la crise dans les pays périphériques:

L'usage de la crise est ici employé au sens strict du terme. Dans le cadre de notre recherche, elle correspond à la situation de blocage, de stagnation et de recul, sinon de sous-développement accablant dans les structures de base des sociétés africaines. Dès lors, faut-il préciser que l'usage du terme " DÉSÉQUILIBRE " dans ce travail se réfère à l'état de dysfonctionnement qui caractérise les différents secteurs de l'économie.

En effet, il convient de signaler que l'analyse des crises des pays périphériques africains est extrêmement vaste et variée à cause de ce que Ominami a appelé sa grande diversité. Aussi, parce que "Each crisis is extremely serious on its own account; each is also linked to other crises in complex and often mutually reinforcing ways."¹⁴ C'est pourquoi, l'objectif de ce chapitre est de limiter l'analyse à la dimension théorique de celles-ci. Pour ce fait, il est important de retenir que toute réflexion sur la dimension théorique de la crise socio-économique et politique doit tenir compte des mécanismes internes et externes de domination économique et politique.

¹⁴ David B. Abernethy, " European colonialism and postcolonialism in Africa ", dans Harvey Glickman, The crisis and challenge of African development, Westport, Greenwood Press, 1980 p.3

Toutefois, il importe d'insister sur un point fondamental que nous empruntons de l'analyse de Ominami¹⁵ : c'est qu'une théorie des crises dans le tiers monde ne peut pas faire appel aux interprétations dont se sert l'analyse des crises dans les pays développés.¹⁶ Selon cette logique de précision, la théorisation des crises dans la périphérie se doit être datée historiquement. C'est-à-dire que l'analyse des crises des pays de la périphérie doit tenir compte des changements structurels qui se sont opérés dans ces pays et dans leurs modes d'insertion dans l'économie mondiale. Il s'agit plus particulièrement des transformations fondamentales qui se sont opérées sur le marché mondial des matières premières et des biens finis, du volume des produits échangés et des flux des capitaux. Dans ce sens, l'historicité permet de retracer les facteurs explicatifs importants à l'origine de ces crises.

Une théorie des crises explique Ominami, "doit donc partir de la reconnaissance du conflit permanent entre l'internationalisation et les facteurs d'autonomisation relative des processus nationaux d'accumulation. Les crises dans le tiers monde ne sont pas le simple résultat de la diffusion internationale de la crise des pays développés. ... c'est la dimension endogène des crises qui doit être prise en compte."¹⁷ C'est ce facteur (endogène) qui donne à la crise zairoise une dimension particulière.

En Afrique, au Zaïre en particulier, la crise résulte des différents blocages tant internes aussi bien qu'externes, produits à leur tour par l'internationalisation des marchés. Les

¹⁵. Pour plus de détails à ce sujet, voir l'analyse de Ominami, Carlos: Les tiers monde dans la crise, Paris, La Découverte, p.p 19-28. Il s'agit surtout du premier chapitre dans lequel il analyse les dimensions des crises périphériques.

¹⁶ idem, p. 152.

¹⁷ idem, p.153.

blocages endogènes découlent spécifiquement de trois facteurs qui déterminent aussi le degré de chaque crise périphérique. Il s'agit de la fragilité de la régulation d'ensemble, l'absence apparente du rapport salarial et enfin les désarticulations sectorielles.¹⁸ Ces trois points seront analysés plus loin dans la seconde partie de la thèse. Dans la partie suivante, nous nous soucrivons aux analyses critiques d'un certains nombres d'auteurs pour ressortir davantage les caractéristiques de ces crises.

Chap.I. 2.1. L'ÉCOLE NÉO-MARXISTE ET D'ÉCONOMIE POLITIQUE CRITIQUE.

2.1.1. L'école néo-marxiste:

Les tenants de l'école néo-marxiste stipulent que la crise de la périphérie est d'abord et avant tout la conséquence des liens de domination des pays du centre sur ceux de la périphérie. Ces liens de domination seraient en effet le produit des contacts anciens qui ont eu lieu entre ces deux mondes. C'est surtout l'analyse de Wallerstein¹⁹ qui s'avère important, car permet-elle d'appréhender le fondement historique des crises des pays africains; ce qui s'avère fondamental pour comprendre et expliquer la nature de ces crises dans des pays comme le Zaïre. Toutefois, nous insisterons sur l'analyse de Frank, en ce qu'elle permet de clarifier certains mécanismes de domination que Wallerstein n'aborde pas directement.

¹⁸.Ibid.,152.

¹⁹Wallerstein fait ressortir les éléments explicatifs des crises actuelles à la périphérie à travers une approche structuro-historique. Il se base sur l'historicité relationnelle entre l'esclavage, la colonisation et l'après colonisation pour déterminer l'insertion et le degré des crises des pays périphériques dans l'économie mondiale. Pour plus de détail, voir Gutkind,P. et Wallerstein,I.,Political economy of contemporary Africa, Beverly Hills, California, 1985, pp 30-45.

A. Wallerstein, I.:

Wallerstein aborde le sujet des crises des pays africains à partir d'une analyse structuro-historique. Il estime que les crises de la périphérie doivent être étudiées à partir de trois stades historiques qui correspondent à ce que l'on peut appeler les périodes de l'insertion de l'Afrique dans l'économie-monde.

La première phase est celle de la période 1750-1900, correspondant au commerce des esclaves. Pendant cette période, souligne Wallerstein, le commerce des esclaves avait cessé d'être un objectif luxueux, "They were (...) entering into the production of all commodities. And the quantitative expansion of the trade was in turn having its effects on the social structures of the exporting area."²⁰

La deuxième phase est celle allant de 1900 à 1975. Cette période correspond à la colonisation (la plus importante qui permet de comprendre l'origine, la nature et la persistance des crises actuelles) et à la course à l'hégémonie entre différentes forces centrifuges. Aussi, cette période correspond aux deux guerres mondiales, coïncidant avec l'expansion du système capitaliste mondial dans les aires périphériques et à l'établissement de liens de domination impérialiste.

(...) When the phase of expansion occurred, notably during the period 1900-1913, there was an alteration in the world terms of trade in favor of agricultural exports. In effect, there was a felt shortage in the supply of world raw materials, and hence it was eminently profitable to initiate new production of export crops in Africa. However, since these areas were now under direct European political control, the largest part of the profits of this expansion could be diverted into European hands either by direct ownership of the agricultural domains... or by taxation.²¹

²⁰ Ibid, p.35.

²¹ idem, p. 35.

La troisième phase est celle qui va de 1975 jusqu'à date. Elle est ce que l'on peut oser dire avec certaines réserves, celle de l'intégration des économies africaines dans le système de l'économie-monde. Selon Wallerstein, c'est pendant cette étape que sont apparues les contradictions du système capitaliste mondial, aggravant les écarts de revenu et de niveau de vie entre le centre riche et le sud pauvre. La conséquence immédiate de ces contradictions est l'apparition de deux modes de développement: le développement dépendant et le développement par la révolution, a socialist world economy.²²

En outre, il stipule que cette période est celle qui apportera les effets pervers de l'insertion historique de la périphérie africaine dans l'économie-monde.

*(...) This same period will be one of acute suffering for truly peripheral areas, whose nonessential exports will find a very weak world market and whose internal food production may collapse further. They will bear the brunt of death from famine and major transfers of remaining populations from rural areas to bondovilles. The corresponding political regime will almost certainly be that of corrupt and repressive pretorians.*²³

La principale conséquence de ces trois périodes a été pour la structure sociale, la désintégration du secteur de subsistance. Au Zaïre cette désintégration s'est aggravée au milieu des années soixante-dix, notamment avec la récession mondiale. Ces crises, comme il vient d'être expliqué, traduisent une complexité de tendances lourdes qui découpent le présent et le passé des liens entre les pays du centre et ceux de la périphérie africaine en particulier. La référence historique ne renferme donc pas l'analyse dans l'immobilisme, elle permet d'apporter plus de lumière sur les crises à la périphérie en général. Cette analyse a été alement faite par

²² Ibid, p. 37.

²³ Ibid, p.54.

Frank qui, tout en tenant à l'historicité des faits, pose le problème des crises périphériques en termes des liens centre-périphérie.

B. Gunder Frank:

Comme le premier, l'explication des crises périphériques se base sur des liens que ces derniers ont eu et continuent d'entretenir avec les pays du centre. Elles sont ainsi conceptualisées en termes de conséquence historique.

Selon Frank, ces crises seraient le produit de leur participation lointaine au processus de l'édification du système capitalisme mondial. En corollaire, l'expansion du capitaliste mondial a développé des régions minières ou agricoles en axes exportatrices, incorporées à leur tour dans la structure et le développement du système capitaliste mondial. En effet, ces régions ne se sont développées que pendant leur âge d'or, donnant lieu à la "satellisation" de l'économie, sans effet d'entraînement.²⁴ Dans le contexte de l'économie mondiale actuelle, il est très difficile pour des pays qui ont gardé cette marque de participer activement et agressivement dans les échanges, car non seulement que la mondialité a perturbé les enjeux et les relations d'antan (centre-périphérie), elle apporte des nouvelles dimensions dans le domaine politique, économique, technologique et social.

C'est ce qui s'est produit au Zaïre. La colonisation y a produit une économie dépendante et enclavée. Son rôle s'est limité à fournir les matières premières dont avaient besoin les puissances capitalistes européennes. Paradoxalement, après son indépendance, il est resté pris

²⁴ Gunder, Frank, op. cit. p.294.

dans ce rôle de fournisseur des matières premières.²⁵ Si donc le Zaïre est resté enfermé dans ce rôle, il est sans doute vrai que son économie ne peut s'accommoder selon le rythme de la mondialité.

Les repercussions de l'économie mondiale se transmettent ainsi à travers certaines institutions²⁶ socio-économiques et politiques qui sont devenues à long terme le creuset de la dépendance, du clientélisme, de paupérisation, sinon d'extrême périphérisation dans un grand nombre des pays d'Afrique noire. Nous faisons allusion aux différents mécanismes d'aide au développement, les politiques d'ajustement structurel, les différentes conventions de Lomé et autres... Ceci donne aux crises africaines une spécificité fondamentale. En même temps qu'elles symbolisent les effets des politiques coloniales d'exploitation économique qui ont incorporé ces pays dans l'économie mondiale, elles sont davantage une crise de gouvernabilité, c'est-à-dire une incapacité de performance gouvernementale.

Il en résulte une coexistence incohérente des modes de production: les modes de production capitaliste sont dominants d'une part, et précapitalistes de l'autre, certes non détruits; mais transformés et soumis au mode de production centriste dominant à l'échelle mondiale.²⁷ En définitive, l'école néo-marxiste soutient que le problème des déséquilibres que connaît la périphérie en ce moment résulterait avant tout de la régulation contradictoire " centre-périphérie " au niveau politique et économique.

²⁵ Idem, pp.294-295.

²⁶ Ces institutions se réfèrent à ce que Amin, S. a qualifié des "relations d'échange entre différents formations socio-économiques", voir Amin, l'accumulation à l'échelle mondiale, Paris, Anthropos, 1985, pp.52-53.

²⁷ Amin, Op. cit., p. 53.

2. 1. 2. L'école critique d'économie politique:

Selon l'école critique, la crise de la périphérie doit être analysée sous un angle actuel. Cependant, on insiste à ce qu'elle soit vue différemment par rapport à la crise des pays du centre. Cette distinction a été mieux illustrée par Ominami, en précisant que les crises des pays du tiers monde sont multiples et flagrantes, sans qu'il ne soit facile d'établir une démarcation entre différentes composantes.²⁸ Partant de cette vision distinctive, Ominami stipule que si la notion de la crise dans le tiers monde est synonyme d'absence d'un équilibre macrosocial, (ce qui est vrai) il est dès lors évident que le tiers monde a toujours été en crise.²⁹

L'extraversion économique, la violence des inégalités sociales, l'instabilité politique, la subordination internationale, constituent autant de caractéristiques de ces sociétés que leur jeunesse n'a pourtant pas empêcher de vieillir. De ce point de vue, il faut l'admettre, la plupart des pays du tiers monde sont bel et bien plongés dans un état séculaire de crise.³⁰

En plus, on tient à préciser que dans les pays africains, au Zaïre en particulier, on assiste à un différent scénario; le mode d'accumulation ne s'insérait pas dans le schéma vécu par les pays du centre. Dans le Tiers-monde, la crise prend un sens différent... les mutations, nombreuses, qui y ont eu lieu portent plutôt sur la façon de se positionner par rapport aux pays du capitalisme avancé.³¹ De fait, elle dépend en grande partie du positionnement, c'est-à-dire du degré de domination et désarticulation que le centre a provoqué dans les pays périphériques individuellement pris.

²⁸ Ominami, *op. cit.* p.19

²⁹ Idem, p.20

³⁰ idem, p.20.

³¹ Ibid, p.21

Ainsi tel l'explicite Nzongola, chaque pays périphérique a sa façon particulière d'expérimenter les crises selon des variations historiques et structurelles qui lui sont propres.

...each peripheral country experiences variations in the crisis. ...such variations are a function of a whole range of historical particularities and the form of class coalitions and conflicts over policies, which shape the prevailing form of state (political regime) in each peripheral country.³²

Du point de vue économique, la crise zaïroise se traduit davantage comme un DÉSÉQUILIBRE de base dans la structure de production; un déséquilibre qui a des répercussions immédiates sur la sphère politique et sociale. Ces déséquilibres sont en eux-mêmes les résultats de l'articulation centre-périphérie.

...an economic crisis due to basic imbalance in the production structure and regularly fed by the staggering budget deficits and inflation. But the repercussions of the crisis in the political sphere and the societal level leads one to think more of a coma-like state, rather than a crisis, where breathing is kept going by a sophisticated internal and external mechanism of resuscitation.³³

Au niveau politique, la crise zaïroise se trouve être une cassure fondamentale de l'équilibre de la structure sociale dont la situation a atteint une impasse. Dans ce cas, le groupe détenant le pouvoir politique et ses structures s'avèrent incapables de consolider les structures sociales, et une absence d'une autre force politique capable de prendre la relève.

Comme on tentera de l'expliquer, ces mécanismes transforment la sphère socio-économique aussi bien que politique avec des conséquences majeures sur l'ensemble du pays. C'est à ce point qu'on peut évoquer la complexité des crises en Afrique noire car, elles résultent de la manière anachronique soit-elle, dont ces pays ont été insérés dans la structure de l'économie mondiale. En conséquence, les économies des pays dominés s'articulent en fonction des

³² Ntalaja, Nzongola, The crisis in Zaire: Myth and Realities, New Jersey, Africa World Press, 1986, p.43.

³³ Ilunga Kabongo, " Myth and Realities of the zairian crisis", in Ntalaja Nzongola, op.cit., p. 31.

exigences de celles dominantes sur le marché mondial: en se bloquant ou en se développant relativement (les nouveaux pays industrialisés).

Chap I. 2. LA RÉGULATION INTERNATIONALE

L'analyse de la régulation internationale est à ce point impérative. Elle permet d'appréhender et d'expliquer différents facteurs qui articulent les mécanismes de domination et des effets pervers des échanges internationaux sur les économies des pays africains au sud du Sahara.

A travers l'analyse du paradigme du sous-développement et de la crise, il apparaît que les problèmes des pays africains se caractérisent par deux facteurs étroitement liés: les facteurs internes et externes. Il en va de même des stratégies de développement; il existe une contradiction dialectique insoluble entre les aspects nationaux et internationaux du développement.

Si les politiques économiques pronées au Zaïre avaient pour objectif une amélioration des conditions de vie des zairois et une intégration graduelle dans l'économie mondiale, on ne peut manquer de reconnaître les effets pervers qu'elles ont provoqué en moins de dix ans: la désintégration à long terme de la structure économique. Selon ce point de vue, il en résulte que les étapes d'intégration nationale mènent à une désintégration internationale; celle-ci a comme effet l'interruption du processus d'intégration au niveau national même.³⁴

³⁴ Szentes, T., " Les possibilités réelles de développement économique dans les pays dépendants, in Immanuel Wallerstein, Les inégalités entre États dans le système international: origines et perspectives, Paris, Maspéro, 1978 p.58.

A bien y réfléchir, le mécanisme d'intégration de la périphérie africaine dans l'économie mondiale est à ce point un processus inachevé. Ceci veut dire que les pays africains ont connu une façon d'évolution économique et politique précise, (dans le cadre de leur fonction et place dans l'économie mondiale) par rapport aux impulsions externes. Cette modalité évolutive peut se justifier en termes d'une parcellisation étroite d'indépendance vis-à-vis de l'extérieur, fondamentalement déterminant.

En Afrique, le phénomène est venu accentuer les déséquilibres sectoriels existants: l'intégration s'est réalisée par l'apparition de deux types d'économies qui cohabitent parallèlement au niveau national. Ce dualisme ne constitue pas la simple coexistence de deux variables indépendantes l'une de l'autre, mais également un type de mécanisme et de relation fonctionnelle où le secteur traditionnel est subordonné à celui du secteur moderne.

Par conséquent, on aboutit à une équation asymétrique où l'ensemble des mécanismes internes deviennent subordonnés aux exigences fonctionnelles du centre dominant, créant par là une voie de dépendance du faible vis-à-vis du dominant. La dépendance apparaît ainsi comme le résultat de l'intégration inégale à l'économie mondiale par l'entremise de la D.I.T. qui dynamise inexorablement la dichotomie centre-périphérie.³⁵

³⁵ Michalet, C.A., Op.cit., p.13.

I. 2.1. LA NOTION DE DÉPENDANCE ET DE DOMINATION

I.2.1.A. Définition de la dépendance:

La définition de la dépendance qui est retenue ici, se rapporte objectivement à notre orientation de base. Ceci étant, notre définition de la dépendance est empruntée de Suzanne Bodenheimer et de Cardoso, selon que la dépendance serait:

1- a situation in which the economy of a certain group of countries is conditioned by the development and the expansion of another economy, to which their own (economy) is subject... An historical condition which shapes a certain structure of world economy such that it favors some countries to the detriment of others, and limits the development possibilities of the (subordinate) economy.³⁶

2- La domination apparaît lorsqu'une classe ou un groupe économique donné tente d'établir par le truchement de l'espace politique, un système de rapports sociaux lui permettant d'imposer à l'ensemble de la société un mode de production social servant ses propres intérêts; ou du moins, tente d'établir des alliances ou de contrôler les autres groupes ou classes dans le but de développer un ordre économique compatible avec ses propres intérêts et ses propres objectifs.³⁷

En effet, selon les tenants de la théorie de la dépendance, les déséquilibres et les crises fonctionnelles qui caractérisent les pays en développement, l'Afrique en particulier, sont la conséquence inhérente des facteurs externes , liés à l'économie mondiale. Par conséquent, le mécanisme antérieur à la base de cette dernière et de la Division Internationale du Travail (La D.I.T.) ont pour ainsi dire forgé l'ossature économique-politique de ces pays.

³⁶ Bodenheimer, S. " dependancy and imperialism: the roots of Latin American underdevelopment", in Michael Smith et al., Perspectives on world politics, London, MacMillan, 1976 p.313.

³⁷ Cardoso, op. cit, p.39.

Dans cette perspective, les opportunités de développement offertes aux pays africains après leurs indépendances politiques ont été étroitement restreintes par le rôle que ces derniers ont eu et continuent de jouer à l'intérieur du système de l'économie mondiale. Dans ce cas, la caractéristique fondamentale et la plus distincte de la dépendance se traduit par la prépondérance du capital étranger; c'est-à-dire les avoirs extérieurs à l'intérieur des économies périphériques.

Paradoxalement, une situation contraire se produit à la périphérie, c'est l'affaiblissement des forces de production, comparativement aux pays du centre. En Afrique, au Zaïre en particulier, le développement des forces productives locales s'est fait en fonction d'intérêts étrangers, (Belges et Américains) sous la direction et de l'initiative externe. La croissance, lorsqu'il y en a eu, était située généralement dans un secteur restreint, extraverti au maximum. Le cas de l'industrie minière est un exemple illustratif, sa position dominante dans l'économie traduit la logique d'exploitation coloniale belge et des firmes multinationales.

Visiblement, la situation de dépendance et de domination, de désarticulation ou de blocage socio-économique que connaît le Zaïre doit en effet s'expliquer à travers des mécanismes de production des uns (périphérie) par rapport aux autres (centre). Aussi, traduit-elle la manière dont les formations sociales zairoises ont été insérées dans le système de l'économie mondiale. En effet, cette insertion telle qu'elle s'est réalisée a provoqué un processus contraire, celui de la désintégration des structures économiques et politiques du Zaïre. Cette désintégration est

devenue, indépendamment des impulsions externes, la base d'un système des relations extérieures, du mécanisme de dépendance, de domination et de prélèvement sur les revenus.³⁸

Ainsi, face à la complexité des tendances lourdes actuelles que façonne la mondialité il est évident que le Zaïre ne peut logiquement (dans les conditions actuelles de son économie) participer dynamiquement dans l'économie mondiale - avec une structure économique marquée encore du sceau colonial.

Ainsi, si l'on doit parler de conditions idéales du sous-développement, John Friedman soutient que la situation des déséquilibres macro-structurels à la périphérie constitue dès lors le résultat de la désintégration de leurs structures et mécanismes de production. Ce, par l'irruption d'un capitalisme étranger, lequel se révèle inapte à organiser la réintégration de ces structures à un stade supérieur.³⁹

Aussi, on remarque que les mécanismes à la base de cette insertion démontrent les contradictions imminentes de la régulation internationale face au processus de développement socio-économique en Afrique. Ceci a conduit plusieurs théoriciens à l'observation critique selon que la situation de dépendance ou de domination résulte d'un développement historique (des uns au détriment des autres) dans lequel les forces étrangères ont joué un rôle de premier plan.⁴⁰

³⁸ Szentes, T., Économie politique du sous-développement, Traduction de Maillet, M., Paris, Economica, 1977 p.201

³⁹ Friedman, J., " influence de l'intégration du système social sur le développement économique ", cité par Freyssinet, J. in Le concept du sous-développement, p.275.

⁴⁰ Szentes, T. , op.cit., p.108.

Dans la même voie d'explication, Myrdal stipule que la condition de dépendance et de domination reflète avant tout les politiques menées par les puissances coloniales qui prenaient des mesures particulières pour entraver le développement économique des formations sociales colonisées et dominées.⁴¹ Ceci fait appel à une situation qui reflète un phénomène relationnel entre " métropole et colonie " ; c'est-à-dire démontrant les interactions inégales soient-elles qui justifient les différents degrés de dépendance ou de domination.

En effet, le schéma classique de liens " métropole et colonie " constitue une caractéristique essentielle de la dépendance et de la domination. Ces deux éléments ont été le mécanisme violent d'une exploitation intense des pays de la périphérie, en même temps constituant le fondement soit de l'affaiblissement de leurs forces productives d'antan, soit de la déstructuration économique.⁴²

Toutefois, on observe une distinction fondamentale dans la structure de la dépendance. On distingue les niveaux politique, économique ou financière et technologique. Dans la majorité de cas, c'est habituellement les deux premiers cas de dépendance qui forment la toile de fond qui articule, véhicule la désintégration et les déséquilibres structurels.

⁴¹ Ce passage se rapporte à la théorie de la dépendance et de la domination élaborée par Myrdal, cité par Szentes, T., in Économie politique du sous-développement, p. 112.

⁴² Bethlehem, *op.cit.*, p.33.

I.2.1.B La dépendance politique:

La dépendance politique en Afrique constitue l'axe autour de laquelle orbitent toutes les autres dépendances. Elle se traduit par une soumission directe ou indirecte des acteurs nationaux africains vis-à-vis des forces externes sur la scène internationale. Cette forme de cooptation témoigne de fait, le fractionnement sociétal aigu dans les pays du tiers monde, façonné par des régimes politiques, soit relativement stables, soit complètement instables et prétoires.

Aussi, la dépendance politique permet de refléter la réalité absurde des indépendances politiques des pays du tiers monde. Les liens de subordination politique sont alors rompus (théoriquement du moins), mais ont servi à tisser des nouveaux liens de dépendance et de domination sous une légitimité nationale reconnue.

Les structures économiques et sociales mises en place dans le cadre de la situation coloniale ont permis dans une certaine mesure le maintien des rapports de dépendance et créé même, objectivement, des nouveaux liens de dépendance.⁴³

Par conséquent, cette dépendance entraîne nécessairement un type de développement inarticulé, aboutissant à l'hypertrophie de quelques secteurs bénéfiques à la classe dominante étrangère. Ce qui permet de comprendre pourquoi le type de développement qu'on trouve dans la majorité des pays du tiers monde est un développement unique sur le plan historique: une démarche par imposition et bloquée d'avance.

⁴³ Szentes, T., op.cit., p.205.

I.2.1.C. La dépendance économique ou financière:

Sur le plan économique, la dépendance de l'Afrique est la plus visible. Elle se manifeste surtout à travers les flux des échanges au niveau mondial. En outre, elle se traduit par l'incapacité de l'accumulation et du capital périphérique africain de trouver l'essentiel de ses composantes dynamiques au sein du système même. En d'autres termes, la dépendance financières des pays africains se justifie par le fait que le volume et le montant de son commerce extérieur sont largement dépendants des exportations vers un nombre limité des pays, aussi d'un nombre limité de produits, exportés souvent à l'état brut.

Comme on peut le constater, ce type de dépendance n'accorde pas une marge de manoeuvre suffisante aux pays dépendants, quant à une épargne équilibrée à moyen et à long terme. Ce qui rend la situation plus particulière, c'est le fait que dans la majorité de cas, un seul produit ou deux produits fournissent 70 à 80% des revenus tirés des exportations.⁴⁴ C'est le cas de l'industrie cuprifère du Zaïre. Plus de la moitié de ses revenus en devise provient de ce secteur.

Comme il a été dit, cette dépendance aggrave la vulnérabilité de l'économie à cause de la prépondérance d'un seul secteur. Une vulnérabilité qui sera aggravée pendant les années quatre-vingt; car il a suffit que les cours internationaux de base soient orientés à la baisse (le cas du cuivre en 1975), que se contracte la demande des matières premières par les principaux partenaires économiques (l'Europe en particulier), pour que l' économie du Zaïre soit étouffée.

⁴⁴ Idem,p.33.

Visiblement, le cycle de ces économies est conditionné par les impulsions des marchés mondiaux ou par des mécanismes fonctionnels de ces derniers, lesquels peuvent se traduire, soit par une croissance globale pendant la période de conjoncture économique relativement positive, soit par une baisse considérable des prix des produits exportés pendant les mauvaises conjonctures. Ce qui correspond à un manque à gagner vital pour ces économies. C'est également à partir de ce fonctionnement mondial des échanges que l'on peut arriver à tracer un parallèle entre les éléments qui justifient les déséquilibres structurels à la périphérie et son modèle de développement.

Dans ces conditions relativement prédéterminées, ces sont donc des facteurs externes qui déterminent la forme et le volume de la production, ainsi que le rythme et l'orientation des investissements dans les pays du tiers monde.

Il est évident que les échanges commerciaux d'un pays dont les secteurs économiques les plus importants sont contrôlés par des capitaux étrangers s'effectueront principalement ou exclusivement avec la métropole détentrice de ces capitaux,... Très souvent le commerce extérieur est contrôlé directement ou indirectement par les métropoles étrangères qui peuvent ainsi en déterminer l'orientation.⁴⁵

Il en résulte que les secteurs délaissés deviennent parasites ou simplement parallèles au secteur moteur. De cette situation apparue dans la majorité des pays du tiers monde ce que l'on appelle habituellement leur " dualité sectorielle ". Dans certains pays tel que le Zaïre, cette dualité se manifeste par une extrême polarisation entre divers secteurs, créant ainsi une scission entre " le moderne " et " le traditionnel ".

⁴⁵ Idem, p.215.

Le secteur moderne se réfère davantage aux secteurs les plus dynamiques de l'économie (industriel et minier, manufacturé, routiers...), mis en place sous la colonisation. Il s'agit des secteurs qui ont été les plus insérés dans la D.I.T. Le "traditionnel" par contre, fait allusion aux secteurs économiques qui n'ont pas connu une intégration graduelle dans la D.I.T, mais gravite autour du premier secteur mentionné. Il s'agit particulièrement des modes de production de type artisanal à petite échelle et de l'agriculture de subsistance n'ayant pas une technologie avancée.

Il est évident que cette forme d'articulation engendre des différences au niveau de fonctions et de positions dans le système d'économie mondiale. C'est ainsi que l'évolution et la place des pays du tiers monde, surtout de l'Afrique noire, sont restées celui de fournisseur des matières premières bon marché pour les pays du centre.

I.2.1.D. La dépendance technologique:

Dans son analyse sur la question de la technologie, Christian Palloix pose le problème au niveau de la D.I.T., à travers laquelle se déroule les rapports de production mondiale. La dépendance, estime-t-il, s'exprime dans un hiatus de la fonction de préférence, conduisant en dernier ressort à exclure toute industrialisation et à se conformer à la dotation en facteurs de production, conformité de la fonction de préférence définie de l'extérieur.⁴⁶

⁴⁶ Palloix Christian, L'économie mondiale capitaliste, tome 2, Paris, Harmattan, 1976 p. 188.

Selon cette logique, la D.I.T. a comme effet de renfermer les pays du tiers monde dans une spécialisation internationale défavorable qui les condamne à la stagnation et au sous-développement chronique.⁴⁷ L'expérience de trente ans d'indépendance démontre en effet que les stratégies économiques qui ont été adoptées n'ont pas tenu compte de ce fait.

En Afrique, la dépendance technologique a été cultivée par un certain mythe tiers mondiste, où la technologie et la science seraient le moyen absolu de tout développement. Les gouvernements africains ont eu tendance à accepter toute technologie et des biens d'équipement de type clef à main, sans en analyser la productivité et l'importance dans l'économie.

L'expérience permet d'observer deux phénomènes: premièrement, l'inadéquation de ces technologies lorsqu'elles sont transférées et deuxièmement, le facteur de préférence accordé aux grands projets qui se sont avérés improductifs dans la majorité des cas.⁴⁸ En plus faut-il souligner que dans plusieurs pays africains, particulièrement au Zaïre, la technologie se limite surtout dans le secteur moderne (minier et agricole d'exportation et les infrastructures qui s'y attachent directement) Dans ce secteur, toute la technologie est importée aussi bien que les ingénieurs et cadres supérieurs.

Comparée aux pays du Sud-Est asiatique, l'expérience africaine (zairoise en particulier) démontre que les stratégies économiques suivies n'ont pas permis le développement d'un tissu

⁴⁷ M. Koulibaly, Le libéralisme. Nouveau départ pour l'Afrique noire, Paris, Harmattan, 1988.p. 114.

⁴⁸ Grellet, G., Les structures économiques de l'Afrique noire, p.157.

industriel national. Les infrastructures technologiques sont presque exclusivement celles de la colonisation. Ainsi, placé dans le contexte de la mondialité, la fragilité du secteur technologique et son inadaptation aux mutations économiques mondiales, continuent de faire fonctionner la structure de cette dépendance.

Dans ce cas, la dépendance technologique, s'ajoutant aux deux premières mentionnées, démontre les limites, l'impossibilité et les contraintes d'un développement indépendant à la périphérie africaine. En outre, elle illustre l'incompatibilité des "discours développementalistes", dont un des thèmes majeur exprime la vision de la dotation des facteurs techniques et scientifiques, dont le monopole reste presque'exclusivement réservé aux seuls pays du centre.

CHAP. I. 3. LES TERMES DE L'ÉCHANGE

Le débat sur le rôle des termes de l'échange dans l'analyse des déséquilibres socio-économiques et politiques dans les pays du tiers monde a été initié par Raoul Prebisch vers les années cinquante. L'analyse des termes de l'échange a permis d'appréhender les différents mécanismes des inégalités dans le domaine des échanges sur la scène mondiale et les effets néfastes qu'ils représentent pour les pays du tiers monde. C'est cet aspect épistémologique qui aboutira à l'analyse de l'épineuse question de la détérioration des termes de l'échange.

En effet, la cause principale de la détérioration des termes de l'échange se cristallise autour des prix, des gains de productivité selon qu'ils touchent aux produits primaires et manufacturés. Ce qui se passe c'est une tendance inégale qui se produit à travers les échanges mondiaux entre les

pays du centre et ceux de la périphérie. Quel que soit le secteur qui produit davantage, il en résulte un phénomène inverse, toujours favorable aux pays du centre, c'est à dire un accroissement du revenu réel, alors qu'à la périphérie c'est l'inverse qui se produit.

Selon cette logique, les causes fondamentales de la détérioration des termes de l'échange se trouvent dans le pouvoir inégal des travailleurs: une forte organisation du travail au centre et une absence de celle-ci à la périphérie. Par conséquent, les gains de productivité se traduisent absolument sur le marché concurrentiel, par une baisse équivalente des prix.

Ceci étant, les prix des matières premières seraient soumis à ce mécanisme - ils baissent lorsque les coûts de production diminuent parce que les marchés des matières premières seraient parfaitement concurrentiels. Par contre, le mécanisme est bloqué pour les produits manufacturés par l'action des travailleurs dans les pays du centre.⁴⁹

Dans ce cas, la puissante industrie des pays du centre est dotée de capacité d'absorption en grand volume, les produits primaires provenant des pays africains, incitant du coup cette dernière à l'augmentation du volume des biens à échanger, sans toutefois en tirer bénéfice. On abouti ainsi à une concurrence féroce entre différents pays du tiers monde qui tiennent à tout prix à écouler leurs produits sur le marché mondial. Paradoxalement, ce phénomène contribue davantage à la baisse des prix suite à la surproduction sur le marché mondial.

⁴⁹ Bertrand Nezeys in , Les termes de l'échange, p. 18.

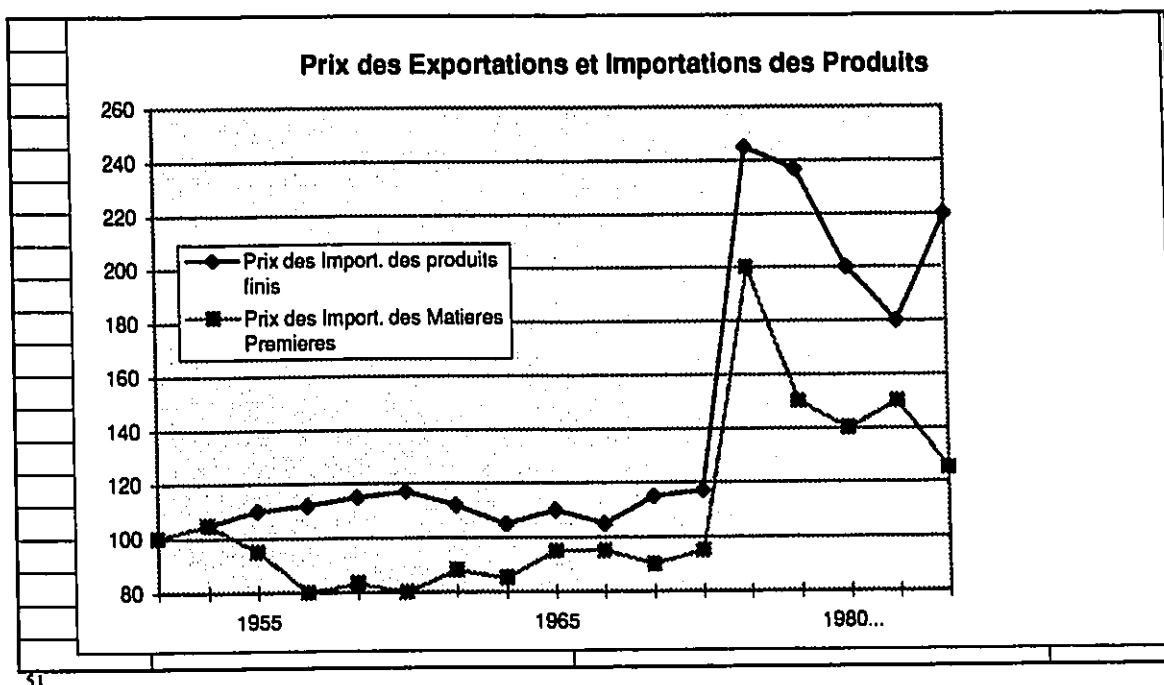
Étant donné que le Zaïre exporte généralement des matières premières à l'état brut, toute tendance à la baisse des prix engendre des déséquilibres sur les prévisions macro-économiques. Une telle économie subit continuellement les effets pervers des différents cycles conjoncturels des marchés mondiaux. Ceci signifie que:

*Les prix mondiaux des matières premières industrielles sont, en règle générale, très sensibles aux conjonctures économiques des pays capitalistes avancés. Les prix de ces produits augmentent généralement rapidement dans les périodes de haute conjoncture, en raison en partie de la politique commerciale à caractère spéculatif d'accumulation de stocks qui favorise une demande fictive ne correspondant pas aux véritables besoins de l'industrie, et chutent rapidement et dans les périodes de récession.*⁵⁰

En effet, si donc, la stratégie de développement à la base de l'économie zaïroise est celle orientée vers le secteur minier industriel d'exportation, il est absolument évident que son économie soit non seulement tributaire des facteurs incertains, mais aussi acculée à un devenir obscur. Le tableau ci-après illustre justement la tendance de la détérioration des termes de l'échange dans les pays du tiers monde.

⁵⁰Szentes, T., op. cit., p. 293.

Tableau 1.



51

On peut remarquer que les termes de l'échange n'ont pas évolué depuis les années soixante-dix pour les pays du tiers monde exportateurs des matières premières. Pendant les années 60 et 70 l'écart des prix entre les biens finis importés et les produits miniers ou agricoles s'est largement accru, passant d'environ 100 (l'indice de 1960 des prix des produits finis) à près de 250 entre 1970 et 1975. La différence est énorme lorsque l'on sait que les prix des matières premières ont été limités à l'indice 200 (les prix des années 70-75). Les prix des matières finies ont sans cesse continué à augmenter à l'importation (pour le tiers monde), alors que ceux des matières premières minières ou agricoles à l'exportation (pour les pays du centre) ont connu une baisse considérable, sauf peut-être pendant les rares moments de bonne conjoncture comme en 1975.

⁵¹ Ce tableau est réalisé à partir du modèle préparé par plusieurs auteurs. Ici, il est davantage basé sur la représentation de Ngangjue, Jean, *L'Afrique contre son indépendance. ? Diagnostic de la crise actuelle*, Paris, Harmattan, 1988 pp. 33-35.

A bien y réfléchir, on se bute à une logique incohérente de la régulation internationale, où se trouve hypothéqué le développement africain. Cela apparaît dans l'analyse des six composantes qui illustrent la nature et le caractère inhérent des échanges sur le marché mondial. Ces six composantes révèlent les phénomènes suivants:

- 1) Les produits que proposent les pays du tiers monde sur le marché mondial font l'objet d'une demande qui croît lentement;
- 2) dans une conjoncture de crise, la diminution de l'activité des partenaires commerciaux entraîne directement la diminution des exportations et des cours;
- 3) les principaux partenaires commerciaux de la périphérie, l'OCDE et la C.E, achètent de moins en moins à l'extérieur de leurs frontières. Ce type de protectionnisme a comme conséquence une stagnation profonde à la périphérie, aboutissant à deux mécanismes étroitement liés et désastreux: l'endettement et l'emménagement des infrastructures vitales;
- 4) dans ces échanges, les grands centres financiers ne se situent guère dans le tiers monde, mais plutôt à Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, New-York, Tokyo, où sont fixés les prix des matières premières produites dans le tiers monde;
- 5) les rapports de puissance et les structures de production sont tels que le prix à l'exportation des produits primaires baissent en longue période, alors que ceux des biens finis augmentent régulièrement à l'importation;
- 6) les différentes politiques économiques qu'adoptent les institutions financières internationales contribuent à la chute des prix des matières premières. Ainsi par le biais de l'échange inégal, les pays du centre achètent les produits de base produit à la

périphérie à des prix relativement très bas et vendent en retour à cette dernière des produits finis à des prix élevés.⁵²

A travers ces six composantes, les pays du centre opèrent ainsi une ponction occulte, un transfert considérable des revenus des pays du tiers monde vers le centre. Ce prélèvement démontre le rapport des forces qui caractérise les échanges sur le marché mondial.

En dernière analyse, il apparaît que la régulation internationale, par le biais de l'échange inégal, pèse lourdement sur les perspectives économiques des pays africains. En d'autres termes, ces conditions de la régulation internationale ont condamné les stratégies de développement à une impasse fonctionnelle et structurelle. Ce qui témoigne en large partie des difficultés auxquelles font face ces pays depuis le déclenchement de la crise mondiale des années soixante-dix. Et, lorsqu'on se place dans l'optique de la mondialité, une chose est vraie; c'est que la complexité de la régulation internationale telle que devenue présentement, ne permet pas un positionnement bénéfique pour le Zaïre et plusieurs pays du tiers monde.

Cette spécificité de la régulation internationale permet d'observer deux points importants sur la manière dont évoluent les économies périphériques africaines au sein de l'économie mondiale. Premièrement, les structures des échanges mondiaux sont telles qu'elles renvoient à une simple utopie des stratégies de développement (telles que pensées lors des indépendances africaines) et du paradigme même de développement; deuxièmement, à considérer le degré des inégalités

⁵² Cette synthèse est faite à partir de l'analyse de Ngandjeu, J., Op.cit. pp. 36-39.

dans les échanges mondiaux, on devrait se poser la question de savoir si les stratégies de développement telles qu'elles ont été conçues et appliquées pouvaient apporter une lucur d'équilibre macro-sociétal dans le tiers monde. Le débat est loin d'être achevé.

Conclusion:

En guise de conclusion du premier chapitre, il est important d'insister sur les modalités historiques qui forment la voûte des problèmes du sous-développement, des déséquilibres et des crises dans les pays du tiers monde. Dans un premier volet, il importe de souligner l'apport de l'école critique et néo-marxiste sur le fondement analytique des crises et sur la dynamique du sous-développement des formations sociales du tiers monde.

Il s'agit de poser le problème des crises, des déséquilibres et du sous-développement dans une large perspective qui permet de cerner le présent problème à la périphérie en étroit lien de causalité avec son passé historique, celui de son articulation avec les pays du centre. C'est à partir de ce facteur épistémologique à caractère historique que l'on peut arriver à extrapoler sur les conditions et la nature des crises en Afrique. Ces deux phénomènes, avons nous dit, ne sont pas le produit du manque de capital financier ou autre, moins encore un simple retard sur le processus de développement, non plus une faiblesse économique, quantifiée en termes de performances vis-à-vis du centre.

Les crises et le sous-développement du tiers monde sont une implication extrêmement large des différents acteurs sur la scène mondiale et nationale; implication qui, jusqu' à preuve du contraire, a hypothéqué le développement socio-économique et politique à la périphérie. Le

problème c'est avant tout les modalités d'insertion de l'Afrique dans l'économie-monde qu'il faudrait remettre en cause. Dans le contexte de la mondialité et sa complexité, les pays africains, n'ont pas modifié la structure de la D.I.T après leurs indépendances.

Le second chapitre permettra naturellement d'appliquer les facteurs étudiés dans le chapitre précédent, en utilisant une étude de cas: le Zaïre. Ce, afin de comprendre et d'expliquer pourquoi le cas de ce pays constitue une illustration extrême des différentes visions de développement, basées sur l'appréhension éronnée du paradigme et des politiques de développement dans les pays du tiers monde en général et africains en particulier.

En faisant l'étude de cas du Zaïre, il sera question de lier les facteurs explicatifs externes qui constituent la toile de fond des déséquilibres macro-économiques à la dynamique interne. Il s'agit d'expliquer que la crise Zairoise actuelle a été aggravée du fait qu' il n' y a pas eu une phase de transition du passage d'une économie coloniale à une économie indépendante et cohérente, pouvant survivre les défis de l'économie-monde moderne.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE II

CHAPITRE II. L'INSERTION DU ZAÏRE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE.

II. 1. L'ÉTAT ET SES STRATÉGIES ÉCONOMIQUES.

II.1.1 Analyse de l'État.

A. Définition:

Il existe plusieurs littératures sur l'Etat africain; très peu sont parvenues à lui donner une définition et un contenu qui lui convient. Cette difficulté tient du fait qu'il existe plusieurs concepts et définitions de l'Etat. Dans ce travail, nous avons retenu les plus connues (Weber, Littré et Hauriou), dans le but de mieux saisir le sens de l'Etat zairois.

En effet, Weber définit l'Etat comme *“une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé..., revendique avec succès, pour son propre compte, le monopole de la violence physique.”*⁵³ Quant à Littré, *“ l'Etat est une entité politique constitué d'un territoire national délimité par des frontières, d'une population et d'un pouvoir institutionnalisé.”*⁵⁴ Afin de clarifier davantage cette définition, nous y ajoutons celle de Hauriou selon que l'Etat serait *“ un groupement humain fixé sur un territoire déterminé et dans lequel l'ordre social, politique et juridique, orienté vers un bien commun, est établi et maintenu par une autorité munie de pouvoirs de contrainte.”*⁵⁵

⁵³ Citée par Kazancigil, A., L'Etat au pluriel, Paris, Harmattan, 1992 pp 11-12.

⁵⁴ Citée par Yameogo, Hermann, Repenser l'Etat Africain, p18.

⁵⁵ Idem, p. 18.

Si donc l'Etat est tout ce qui est défini ci-dessus, il est vrai qu'il existe des Etats en Afrique et au Zaïre en particulier. Mais lorsque l'on considère la dernière définition, on s'aperçoit de l'absence de l'élément "*bien commun*". On peut également révéler que ces définitions ont omis d'inclure une particularité fondamentale, *la possibilité de survivre et de vivre*. Or au Zaïre, il est désormais difficile d'affirmer si il y existe un État; car la démarcation profonde qui polarise la légitimité formelle et sociale est telle qu'il devient problématique d'y appliquer ces définitions.

A bien y réfléchir, cette difficulté résulterait de la genèse même de l'Etat en Afrique; car faut-il révéler qu'il a existé des "État-personnel", notamment *l'Etat indépendant du Congo* qui était une possession personnelle du roi Léopold II.. Comme il sera démontré dans l'analyse qui suit, l'Etat africain est né dans des conditions historiques qui sont étrangères à l'histoire africaine.

II.1.2. Concept et Émergence:

La nature de l'État en Afrique a toujours posé de problèmes quant à son concept au sein des sociétés africaines. La principale difficulté reconnaît Médard, " c'est que l'on ne sait finalement pas très bien de quoi on parle."⁵⁶ Ainsi, a-t-on parlé de l'État fantomatique (Cohan, j. : 1980), État-sur-développé (Salama : 1983), État-factice (Lemarchand: 1982), État-hybride (Dogan : 1992), proto-État (Cox : 1987), État-dépendant (Cardoso : 1986), État-carnivore (Bayart: 1989), ... Nous ne prétendons nullement faire une analyse de ce concept. Notre préoccupation

⁵⁶. Médard, J. f., États d'Afrique noire, Paris, Harmattan, 1981 p.355

majeure est d'arriver à ressortir la nature, le rôle et la place de cet État dans le processus de développement depuis l'indépendance du Zaïre.

En effet, l'émergence de l'État post-colonial en Afrique, Au Zaïre en particulier, correspond à une tendance lourde historique qui s'inscrit au centre du double processus politique et économique qui caractérisent les relations internationales. Dans ces circonstances, la colonisation représente un point d'ancrage important quant à la nature, au rôle et la forme de l'État qui naîtra à la périphérie africaine subsaharienne.

L'étatisation est directement liée en Afrique au processus de colonisation et de décolonisation, ce qui signifie exportation de l'État colonial et réappropriation de ce dernier.⁵⁷

Plus que l'exploitation économique, la colonisation a eu comme effet d'importer et d'imposer aux sociétés africaines le modèle de l'État weberien, lequel était encore inadapté à ces formations sociales.

...these " Weberian " structures were imposed upon societies that relied far less on bureaucratic means for realizing public goals. The contrast was particularly striking when an African society existed without a state - that is, when its political, legal, and administration functions were performed " invisibly " by a variety of organization that carried out social, economic, and religious functions as well.⁵⁸

Il en résulte que le modèle étatique qui sera adopté au Zaïre a été placé, institutionnalisé au dessus des structures sociales zaïroises avec moins de liens structurels et fonctionnels. Dans ce contexte, évoquer la question de l'autonomie de l'État relève d'un paradoxe; car cet État

⁵⁷ibid, pp. 358.

⁵⁸ Glickman Harvey, The crisis and the challenge of African development; Wesport, Greenwood Press, 1992 , p. 16.

ressemble plutôt à une édifice suspendue au dessus du sol par de ficelles soutenues à leur tour par un géant câble: la métropole.⁵⁹

Comme le révèle Mokoli, la colonisation avait mis en place un appareil étatique (colonial) qui pouvait contrôler les classes sociales zaïroises dans la colonies.⁶⁰ L'État a été donc institué pour répondre aux besoins de la métropole. A l'indépendance, les institutions administratives coloniales n'ont pas disparue. Le nouveau État-indépendant hérita d'un État surdéveloppé "over-developed " et ses institutions.

The newly independant African countries were left with economies that barely sustained the existing level of living standard. Industry and agriculture are relatively weak and show little potential for the generation of wealth, only one institution has stood out as stable and powerful, and that the State.⁶¹

L'État a donc émergé comme la dynamique dominante de la société zaïroise. Comme l'État colonial, il était devenu l'employeur d'une grande masse de la population urbaine. Cela lui accordait naturellement accès aux revenus nationaux et des investissements étrangers. L'État post colonial n'était pas seulement une institution administrative, mais aussi un pouvoir économique dominant. Dans ce contexte, l'État apparaît comme la seule force d'organisation politique possible de représenter les intérêts de la société zaïroise sur la scène internationale. Mais cette fonction a des effets ambigus: en même temps qu'elle permet une certaine acclimatation, elle bouleverse également sa logique.

⁵⁹ idem, p. 16. C'est notre traduction.

⁶⁰ Mokoli, Mondonga, State against development. The experience of post-1965 Zaïre, Pergamon, New Jersey, 1993 p.23.

⁶¹ Mokoli, *ibid*, p. 25.

Ceci étant, cet État subit la contrainte de deux facteurs fondamentaux: premièrement, il fut pendant longtemps inexistant, suite à la colonisation; deuxièmement, il est resté impuissant et étranger aux processus qui ont forgé la triade État-accumulation-nation. Dans ce sens, cet État est passé d'un ordre de statut, vers une société de classes dominées par une bourgeoisie locale, elle même embryonnaire et sous la dynamique d'un État sur lequel celle-ci n'a pas d'influence.

Ainsi, confronté simultanément à la tâche de créer un État, une nation et une économie nationale, dans des conditions de dépendance, l'État zaïrois ne parvient pas à rompre le spectre des déséquilibres macro-économiques, de la violence et de l'autoritarisme étatique héritée de la colonisation.

L'État étant produit par des facteurs historiques totalement différents, on assiste ainsi à l'appropriation de l'État par la classe politique au pouvoir. Ici, il est important de rappeler un fait fondamental: à l'indépendance, il n'existait pas une classe politique ni administrative capable de prendre la relève de l'administration coloniale. En plus, on y comptait à peine sept universitaires et quelques prêtres. La voie était libre pour la poignée d'universitaires de s'accaparer des instances de l'Etat.

La manœuvre s'est concrétisée à partir de l'instauration du mono-partisme, avec le Mouvement Populaire de la Révolution en 1967 (M.P.R). Dans un premier temps, on assiste a un double processus: en premier lieu, l'institutionnalisation du régime militaire de Mobutu sous forme de la création autoritaire; un parti unique (M.P.R) destiné à être l'instrument privilégié du

contrôle de l'appareil de l'Etat. Deuxièmement, cette consolidation institutionnelle a progressivement renforcé le pouvoir personnel du chef de l'Etat sur l'ensemble des institutions du pays. Cette situation a permis à la bourgeoisie politique de vider l'État de son contenu et de sa réalité.

La classe bourgeoise se constitue en entité autonome et utilise la légitimité étatique pour assurer l'accumulation du capital. Celle-ci avait réalisé que pour acquérir son pouvoir et son prestige, fallait-il contrôler directement l'État. Par ailleurs, la confusion de l'économique et du politique amène à une violence étatique, qui tient à contrôler les mécanismes de production et des conflits de travail. Au Zaïre peut-on relever, le mode de production capitaliste et les rapports de classe sont présents, mais les éléments structurels et fondamentaux capables de faire fonctionner l'État et la société sont inexistantes.

En réalité, le problème se situe au niveau de la fonctionnalité et de la formation de cet État. A la périphérie, au Zaïre en particulier, contrairement dans les pays du centre, l'État est à la base de la formation de la nation et d'une économie nationale; mais il se trouve être handicapé par un manque d'autonomie externe et de la capacité d'exercer un contrôle sur la société. C'est une des raisons qui explique l'importance de l'État comme le théâtre des luttes des classes et changements sociaux, plutôt qu'un facteur de production.

Ceci correspond tout à fait à la notion de " gestation étatique "⁶² de Kazancigil, lorsqu'il assume que les États du tiers monde ne se définissent pas par rapport à la société civile. L'émergence de cet État périphérique dans sa fonction précise dans le système de l'économie mondiale empêche l'émergence de la société civile, dont la formation dépend définitivement de l'action de celui-ci qui l'a historiquement précédé.

Cette gestation devient problématique d'une part, par l'impact contraignant et désarticulant de la domination qu'exerce les pays du centre sur la périphérie; et d'autre part du fait que cette dernière ne bénéficie pas de la conjoncture historique qu'a connu l'Europe lorsque l'État weberien s'est formé simultanément avec le système de l'économie mondial capitaliste.⁶³

En corollaire, la nature et le rôle de l'État zaïrois se transforment. Les formes de régulation et de reproduction sociale s'appuient peu sur l'État; le pouvoir du régime militaire prétorien du 24 novembre 1965 sape sa légitimité sur tous les échelons. L'État zaïrois était devenu confondu avec le régime politique. Le système personnel du pouvoir qui lui sert de béquille et de mode d'être (davantage depuis 1980)⁶⁴ le rend également incompréhensible. L'Etat zaïrois aujourd'hui (depuis 1990) n'a plus les marques coloniales, il ne ressemble plus à rien; il est simplement devenu un produit aberrant, ne gérant rien sinon le désordre qu'il a institué au fil des ans.

⁶² Kazancigil, Ali; op. cit. p 16.

⁶³ idem, p.16.

⁶⁴ En effet, depuis 1980, le Zaïre institua le parti politique comme l'institution suprême, notamment avec le M.P.R parti-État. Avec cette notion, l'État devenait désormais assujéti au parti-État.

II.1.3. Le rôle de l'État:

Au Zaïre comme dans la majorité des pays du tiers monde, l'indépendance politique a été synonyme d'indépendance économique. On sait aujourd'hui que la libération politique n'a pas forcément forgé l'économie. A l'indépendance, l'État a été investi d'un pouvoir illimité, celui de veiller à la construction d'un territoire, d'une économie et du développement sociétal.

L'État devait trouver les voies d'une nouvelle forme de coopération entre le capital étranger et sa responsabilité d'orienter les investissements dans différents secteurs économiques. Dans ces conditions, l'État zaïrois était supposé remplir le rôle de garant de l'unité et de la construction d'une économie pour le développement. L'État zaïrois apparaît ainsi comme une superstructure privilégiée, en dépit de son rôle dans la société et dans l'économie. Ceci est fondamentale à cause de la confusion idéologique qui caractérise la période post-1965, où on tend à identifier le pays entier à l'État.

Dans la majorité des pays du tiers monde, on note que le rôle de l'État varie selon les aspirations politiques et économiques de l'élite au pouvoir, en rapport avec la société. C'est ce que Cox nomme de " proto-État "; c'est-à-dire un État qui n'a pas les capacités de structurer la société. En revanche, celle-ci est soit incohérente, soit trop faible pour s'organiser et stimuler l'État.

Faute d'une meilleure articulation, l'imposition d'un pouvoir central permettant de croître le rôle de l'État dans l'économie était devenue une option fondamentale. Cependant, ce centralisme

étatique, comme le cas au Zaïre, révèle un type d'État de plus en plus dépendant. Son rôle devient celui de négocier de bonnes conditions de dépendance avec l'extérieur et s'alimente même du renforcement de celle-ci.

En effet, une fois que l'État a pris contrôle des secteurs les plus importants de l'économie qui lui procurent une source de revenus indispensable à son autonomie, il stagne et devient passif. Il ne parvient simplement plus à élargir les structures internes, ni à favoriser une accumulation interne du capital. Économiquement, cette faille pose un défi de grande envergure lorsque l'on sait que la mondialité est un processus irréversible qui façonne et canalise les échanges mondiaux.

En termes économiques stipule Cox, le marché interne n'est pas en mesure de créer une demande capable de générer une force dynamique. Sur le plan politique, la bourgeoisie locale compradore se démarque, se légitime et bénéficie du support des agents externes, en contraignant la société à produire le surplus sous les auspices étatiques. Il s'agit là d'une caractéristique contradictoire du " proto-État "; un spectre symptomatique remplie d'impasses dans l'articulation État/société.⁶⁵

Ceci étant, l'État prend des initiatives en vue de garantir la croissance et le développement. Mais, la légitimité sur laquelle l'État se base est affaiblie par sa fonctionnalité spécifique dans le système de l'économie mondiale. C'est ainsi qu'il a tenté d'utiliser les formes de légitimation non

⁶⁵ Nous devons cette analyse à celle de Cox: " The neomercantilist developmentalist State " in production, power, and world power. Social forces in making of history, New York, Columbia University, 1987 p. 231.

capitalistes à son profit, privilégiant certains groupes sociaux au détriment d'autres. Par conséquent, la bourgeoisie politique s'approprie des revenus étatiques; le développement de l'État étant dépendant des forces externes, lesquelles contrôlent et gèrent le capital et la technologie. Ainsi comme le soulève Cox:

*This form of State is the principal agency for transforming classic dependancy into dependent development.*⁶⁶

Dans ces conditions, la dépendance extérieure est autant la cause que la résultante de cette caractéristique. Ainsi, pour se perpétuer, l'État zaïrois a en effet besoin de l'aide extérieure, au point qu'il doit lui céder la gestion d'une part importante de ses fonctions. En corollaire, la dépendance de l'État vis-à-vis de l'extérieur fait de sorte que le développement dont il est garant devienne conditionné par la double dynamique du capital et technologie, monopole des pays du centre.

D'autre part, l'aspect d'une stabilité sociale et politique coercive permet ainsi à l'État zaïrois de contrôler la société dans ses agitations pour protéger les investissements étrangers. Ce processus de contrôle s'est réalisé à travers un certain nombre des faits remarquables: un contrôle plus stricte dans le secteur recevant les investissements étrangers, l'expansion du secteur étatique, enfin une croissance démesurée d'endettement dans les secteurs déterminés par l'État. L'ensemble des opérations de l'État zaïrois passe ainsi de 23% du P.I.B en 1966 à 39% en 1970 et s'est maintenu à 38% en 1975⁶⁷, sans prendre en compte les investissements

⁶⁶Ibid, p. 232

⁶⁷ Pecmans et al, op. cit. p 69

des entreprises publiques. On remarque aussi une nette augmentation des dépenses. De 9% du budget en 1966, elles s'élevaient à environ 40% pendant les années quatre-vingt.

Pendant cette période, le régime zairois avait suivi une politique systématique de participation de l'Etat dans le secteur productif. Cette participation, on verra plus loin, ne correspond pas objectivement à une notion abstraite d'investissement économique productif ou socialement important. Elle recouvre bien au contraire des opérations de prestige ou des réalisations condamnées au déficit et déséquilibres chroniques.

II.1.4. Le capitalisme d'État: l'intervention étatique:

" State capitalism, as one of alternative paths of development in the Third World, has reemerged as the dominant social-economic form in a growing number of countries in Asia, Africa, Latin America, and the Middle East during the past few decades."⁶⁸

Le capitalisme d'État en Afrique se réfère davantage au capitalisme périphérique. A l'absence des mécanismes incitatifs susceptibles de dynamiser les différents secteurs productifs de l'économie, l'intervention de l'Etat a constitué pour plusieurs pays africains le moyen par lequel le capitalisme d'Etat allait se confirmer. Selon Macgaffey, le capitalisme d'État au Zaïre constitue à ce fait une illustration typique.

Its economy is oriented toward production of primary commodities for export; it is dependant on the developed countries of the west for capital, technology, and manufactured goods;⁶⁹

⁶⁸ Berberoglu Berch, The political Economy of Development. Development theory and the prospect for change in the third world, Albany, State University of New York, 1992 p.75.

⁶⁹. Macgaffey, Janet, Entrepreneurs and parasites. The struggle for indigenous capitalism in Zaïre, Cambridge, Cambridge University Press, 1987 pp. 15-16.

Mais cette orientation ne pouvait se réaliser sans l'apport d'un acteur social et juridique officiel, l'État. Au Zaïre, le capitalisme d'État s'est donc consolidé par une intervention accrue de l'État dans le projet de développement. Cependant, contrairement aux pays du centre, l'intervention étatique dans la planification économique est proportionnellement plus importante à la périphérie que dans les pays du centre.

En outre, cet interventionnisme constitue à un certain point le complément important pour la mise en place d'une division internationale du travail. Il constitue le pont par lequel s'est effectué l'insertion du Zaïre dans l'économie mondiale après l'indépendance. Dans ce contexte, peut-on stipuler que l'intervention de l'État est à ce point une abstraction; car est-elle le produit des conditions structurelles et historiques spécifiques.

Dans un premier temps, sur le plan politique, on assiste à une tentative de reconstruction de l'appareil de l'État et de sa domination sur la société. La manière la plus directe fut la prise en main de l'État des entreprises clés. Cela a été rendu possible suite à deux facteurs fondamentaux. La promulgation de la loi Bakajika en 1967, laquelle accordait implicitement à l'État une certaine autonomie financière vis-à-vis de l'extérieur et la zaïrianisation de 1973.

...the State ... took control of large number of State enterprises left by the colonial administration, and increased its participation in important private companies that were considered to be crucial for the development of Zaïre.⁷⁰

⁷⁰ Idem, p. 166.

La nationalisation de l'U.M.H.K (1966), devenue plus tard la Générale de Carrières et Mines (Gécamines) et la prise des grandes plantations d'exportation pendant la Zaïrianisation (1973) témoignent justement l'orientation de l'État zaïrois. Dans ces conditions, l'intervention étatique était devenue plus importante dans l'activité économique. La forme de l'État devint alors dévoyée, car confondu avec le régime politique, ses fonctions et son rôle étaient davantage mal remplies. Paradoxalement, c'est à travers ces possibilités que l'État s'efforçait à insérer ses forces de production dans l'économie mondiale.

*African capitalism, then, developed as peripheral capitalism; the late stage at which it emerged in the history of world capitalism also affected its nature.*⁷¹

Malgré ces contraintes structurelles, l'État était appelé à intervenir dans le processus de développement, malgré ses capacités limitées. Cet aspect a permis à l'État d'avoir le contrôle des ressources internes et une possibilité de larguer les anneaux du mécanisme clientéliste et patrimonial. Selon Peemans, cela s'explique du fait que la reconstruction de l'État avait permis à la bourgeoisie compradore d'améliorer son pouvoir de négocier face au capital étranger et des organisations internationales.⁷²

Cependant, on ne peut manquer de remarquer que ce type de capitalisme tel qu'il a été appliqué au Zaïre, s'est traduit par une sectorialisation plus accentuée. A cause de la faible capacité en capital financier et technologique, le Zaïre s'est ouvert au prix de n'importe quel projet faramineux, aux investisseurs étrangers qui trouvaient plaisir à choisir assez librement les secteurs dans lesquels investir.

⁷¹ MacGaffey, J., *Op.cit.*, p.16.

⁷². Peemans et al., *op. cit.*, p. 61.

Certes, la prise de direction de l'État a conduit à une certaine croissance vers les années 70, grâce à deux phénomènes: le boom des prix des matières premières et la politique d'endettement qui amena des projets de développement illusionnistes au Zaïre. Les investissements étatiques ont été financés par des prêts et accords spéciaux par les pays du centre; surtout des institutions financières américaines. A titre d'exemple, la seule City Bank de New York a prêté 250 millions de dollars U.S dans la construction de la ligne haute tension Inga-Shaba.⁷³

Quant à l'État lui même, ce fut surtout dans la Gécamines qu'il investira. Son programme d'investissement s'étendait sur deux plans d'expansion: Le premier programme avait pour objectif de croître la production cuprifère de 100,000 tonnes à 460,000 tonnes métriques. Les coûts de celui-ci était de 260 millions de dollars U.S, financés largement par des prêts accordés par des institutions financières étrangères. De ces 260 millions, l'Eximbank et la Banque Européenne d'Investissement ont alloué 21 millions de dollars U.S. Pour sa part, le gouvernement zaïrois a accordé à la Gécamines un traitement spécial en l'exemptant des taxes pour toute production dépassant 360,000 tonnes et 11,000 tonnes métriques pour le cuivre et le cobalt respectivement.⁷⁴

Le deuxième programme devait par contre permettre l'ouverture de deux mines à ciel ouvert à Kolwezi, au Sud du Zaïre, de la construction d'une usine de traitement de minerais et d'autres infrastructures qui s'y attachent directement. Ces investissements on été évalués à 435 millions

⁷³. Katwala, G., in Gran, G., op. cit. p. 133.

⁷⁴: ibid, pp. 131-133.

de dollars que la Lybie et le F.M.I ont financé 100 millions chacun. La Banque Européenne d'investissement avait renoncé à ses engagements à cause de la guerre du Shaba (Katanga) de 1977-78 et du manque de capital financier zairois pour participer à ce plan d'investissement.

Poussé par la facilité d'un marché mondial de prêts accessibles, le gouvernement zairois a continué son euphorie. Pendant la même période, il s'engagea dans deux importantes conventions minières avec des consortiums japonais et anglo-américains. La première institua la SODIMIZA qui regroupe un consortium des compagnies minières nippones et sept firmes japonaises, contrôlant 85% du capital, alors que le gouvernement du Zaïre en détenait à peine 15%.⁷⁵ En outre, avec cette convention, il était entendu que la SODIMIZA serait exemptée de taxes jusqu'en 1993.

La seconde convention institua la Société Minière de Téké Fungurume dans le but d'accroître la production de cuivre et de cobalt. Elle a été contrôlée majoritairement par les groupes Maurice Tempelman et Robert Anderson au sein de AMOCO, une subsidiaire de Standard Oil Compagny of Indiana, par Charter Consolited Limited, sous contrôle de l'Anglo-American Corporation of South Africa, par le Bureau Français des Recherches Géologiques et Mines...Ces investissements étaient évalués à plus de 100 millions de dollars. Le gouvernement zairois n'était simplement pas doté de ces moyens (financiers et technologiques).

⁷⁵Ibid, p. 131.

La faiblesse de l'État, la dépendance financière et technologique étant celles qu'elles sont, le Zaïre était ainsi soumis à un rôle de second plan, dépendant davantage des facteurs et environnements externes. En outre, on note que le surplus économique n'était pas utilisé productivement, mais alimente surtout la croissance d'une consommation somptuaire publique et privée. Lorsqu'il a été question des investissements publics, ce fut davantage par prestige et étaient financés en général par une politique d'endettement facile au niveau mondial. Il ne s'agit pas d'une manœuvre involontaire, elle correspond à la place et rôle qui a été assigné au Zaïre en tant que périphérie du système de l'économie mondiale.

Si l'on sait qu'une économie périphérique est une économie dominée, déficitaire, sinon sous-développée, il est dès lors évident que dans ce cas le capitalisme étatique devient une contrainte plutôt qu'une démarche autonome. De surcroît, le poids de la recherche de l'équilibre intersectoriel repose dès lors sur la dynamique et la capacité certes limitée de l'État. Lorsque la crise mondiale s'amorça, ce fut la débâcle de l'État zaïrois et de son économie; car ce régime avait fonctionné sur une stratégie de croissance basée sur des crédits et prêts étrangers.

... Regimes that had financed their growth on foreign credit were no longer able to meet the interest payments on their external debt. The measures required by foreign creditors as a condition for extending debts included currency devaluations and cutbacks in domestic spending...⁷⁶

Au Zaïre, cette triste réalité a simplement attisé les déséquilibres économiques dont l'impulsion affectera lourdement d'autres secteurs importants de l'économie, tels l'agriculture, l'éducation et les soins de santé. Implicitement, la sphère politico-économique se transforme davantage.

⁷⁶. Cox, R.: op. cit, p.240

Premièrement, au niveau économique, la corruption des nouveaux responsables nationaux en tête des grandes entreprises étatiques et mixtes est à ce point éloquent; deuxièmement, au niveau politique, on voit se consolider l'ambition personnelle de Mobutu de se doter d'un pouvoir décisionnel plus étendu vis-à-vis des acteurs externes et internes.

CHAP.II.2. LES STRATÉGIES ET CONTRADICTIONS.

II.2.1. Les politiques économiques:

La stratégie développement économique qui a été adoptée au Zaïre était celle d'exploitation des matières premières pour l'exportation. Il sera question de démontrer que cette stratégie a empêché le développement d'une structure économique équilibrée. Elle est restée dans une phase transitoire non amorcée; rendue difficile par les tendances lourdes de la mondialité. Afin d'analyser et de comprendre cette stratégie, il est important d'étudier l'évolution du Zaïre en tant qu'entité socio-politique indépendante sur la scène internationale.

La première est celle des troubles et chaos politiques, entre 1960 et 1965. Cette période a eu comme effet de paralyser l'ensemble des infrastructures économiques et politiques déjà précaires (1960). Elle est marquée par une détérioration de la balance des paiements, une augmentation des droits d'importation et d'une dévaluation de plus de 28% de la monnaie zaïroise. La deuxième période, celle qui nous est particulièrement intéressante, est celle de la relance et de la croissance économique, marquée par un taux de croissance annuelle de 6 à 7% entre 1967 à 1974. La troisième période est celle de la crise et du marasme économique, 1975

- 1980; marquée par la crise de l'endettement, sinon de la crise de l'État zairois face à la crise mondiale des années soixante-dix et quatre vingt.⁷⁷

Dans ce chapitre, l'analyse portera essentiellement sur la seconde période, en ce qu'elle constitue la période d'une stabilité politique et sociale relative pendant laquelle les politiques économiques ont été mises en application. Il sera question d'expliquer qu'à cause des facteurs historiques résultant de la colonisation, que les politiques économiques de développement qui ont été mises en place pendant la période 1967-1974 ne pouvaient aboutir à un développement soutenu à long terme. Ces politiques macro-économiques ont été largement tributaires des politiques coloniales belges, consolidées par la nouvelle classe politique nationale.

Il importe d'insister de nouveau sur la colonisation, car elle permet de comprendre et d'expliquer la nature, l'essence et l'évolution des stratégies de développement qu'adoptera la deuxième République (1965). En effet, durant la colonisation, la Belgique avait établie des politiques économiques qui répondaient avant tout aux intérêts de la métropole et des grands consortiums.

*The colonial government's sole aim was to encourage private foreign investment that would promote agricultural and mineral exports and would encourage the establishment of an adequate transport system to facilitate exports. Thus, the colonial experience produced a skewed economy heavily dependant on primary products and extremely vulnerable to world market price fluctuations for such commodities.*⁷⁸

⁷⁷. Ces trois points ont été analysés par deux auteurs. Les deux premiers se rapportent à celle de Tshibaka B. T. in The effects of trade and exchange rate policies on agriculture in Zaïre, p.15.

Le troisième est tiré des Turner et Young in The rise and decline of the zairian state, p.309

⁷⁸ Winsome. Leslie, The World Bank and Structural Adjustment. Transformation in Developing countries. The case of Zaïre, p.61.

Paradoxalement, ces mêmes politiques ont été adoptées après l'indépendance, pour devenir le modèle économique du Zaïre. Dans l'analyse qui suit, l'accent sera mis sur les politiques économiques de la deuxième République, afin d'expliquer cette continuité sous la légitimité nationale.

II.2.1.1. Formulation des politiques économiques: 1963-1967

Le Zaïre accéda à l'indépendance dans un climat des tensions politiques et de confusion très profondes, opposant les acteurs nationaux et internationaux. Après cinq ans de guerre civile qui avait paralysé le pays, les instances internationales surtout les États-Unis, vont, à travers les Nations Unies, essayer de rétablir l'ordre et la stabilité au Zaïre.

En effet, l'intérêt américain au Zaïre, loin d'être une façon d'empêcher l'avance communiste en Afrique centrale, était de prime abord économique. Les États-Unis avaient besoin des matières premières produites au Zaïre, cobalt, cuivre, manganèse, platine, ... Ainsi, profitant de l'instabilité politique du Zaïre et de la tendance lourde stratégique Est-Ouest de l'époque, les États-Unis se sont directement impliqués dans la politique du Zaïre.

La première manifestation de cette volonté s'est traduite par le plan d'action appelé le programme d'assistance économique et technique (1963). Ce dernier avait comme objectif de rétablir l'ordre et la relance des activités économiques.

They decided to set up machinery for what they called " economic and technical assistance programs ".⁷⁹

⁷⁹ Katwala,G. op.cit. p.119

La mise en place de ce programme s'est réalisée en trois étapes, lesquelles exigeaient la consultation étroite des différentes puissances centrifuges. Deux de ces trois étapes étaient totalement économiques et avaient comme rôle de rétablir l'ordre dans les finances du Zaïre.

La première étape était supposée établir un gouvernement central autoritaire du premier ministre Adoula vis-à-vis des firmes multinationales opérant au Zaïre, et également de couper l'aide qui été accordée au régime de Tshombé au Katanga.⁸⁰ La seconde étape avait pour but de pousser le régime katangais à négocier sa réintégration dans l'État zaïrois, de sorte que le gouvernement central ait la totalité du contrôle financier.

It was designed as a strategy to hence the position of the central government so that Tshombe could be put in position to negotiate the reintegration of Katanga province into Zaïre.⁸¹

Cette stratégie était d'abord d'ordre économique. Le Zaïre sans le Katanga ne valait pas grand chose à l'époque, peut-on dire. Ceci explique aussi la raison pour laquelle la Belgique a soutenu le régime de Tshombé au Katanga.

Katanga was the hinge of the Congo economy, accounting for about one-third of all domestic production and income, between 40 and 50 percent of all the foreign trade, and 40 percent of the public revenue. If Katanga withdrew, the Central Government would lose the financial means of effective power.⁸²

Cependant, la vision des E.U était opposée à celle de la Belgique. La tendance lourde stratégique aidant, les E.U ont procédé à la mise en place des mesures d'urgence; une série de

⁸⁰. Tshombé, Moïse fut le leader sécessionniste du Katanga entre 1960-1965. Il fut pendant cette période encouragé et soutenu par des grands consortiums belges pour l'indépendance de cette riche province du sud du Zaïre. Pour plus de détails, voir Weissman, s, op. cit. pp. 20-35.

⁸¹ Katwala, G. *Op. cit.*, p. 120.

⁸². Weissman Stephan, *American foreign policy in the Congo 1960-1964*, New York, Ornell University Press, 1974 p. 20.

recommandations pour un programme d'action plus efficace afin d'éviter la désintégration territoriale du Zaïre, et peut-être la pénétration soviétique en Afrique centrale. A ces fins, quatre points seront retenus par " **The council Security Standing Group** " en précisant que:

- 1- Le gouvernement du Zaïre devait obtenir l'assistance de Nations Unies et du F.M.I. afin d'éviter la désintégration territoriale et d'améliorer la précarité de programme d'échange et le contrôle administratif du gouvernement central;
- 2- La B.I.R.D. devait être consultée par le gouvernement du Zaïre en vue de l'élaboration d'un programme de développement économique;
- 3- La B.I.R.D devait être consultée en vue de l'élaboration d'un plan d'aide pour le développement industriel;
- 4- Les Nations Unies devaient assister le gouvernement du Zaïre à établir un programme spécial pour attirer les investissements étrangers et privés.⁸³

Cette planification, comme on peut le remarquer, n'a pas été l'objet d'une volonté zaïroise, elle répond à un phénomène externe: celui des aspirations politiques et économiques américaines.

As one can see, by the early sixties, the U.S had an image of Zaïre where order and stability would allow constructive planning for economic growth, in which the private sector had an essential role to play, and in which the U.S would provide all the support necessary to obtain aid from U.S and non-U.S sources.⁸⁴

⁸³ Ces quatre points sont tirés de l'analyse de Katwala. Ici, nous en simplifions le contenu et traduisons en Français. Voir Katwala, G. op.cit. pp. 122-123.

⁸⁴ Idem, pp. 124-125.

Cependant, il importe de mentionner que cette planification américaine n'a pas pu relever le défi zaïrois. Certains faits politiques au niveau national et international ont entravé son fonctionnement. Il s'agit de la réticence belge vis-à-vis de l'implication américaine au Zaïre, et aussi des agitations politiques persistantes dans plusieurs coins du pays.

Thus, although the U.S wanted to establish the base of the zairian economic and investment policies during the Adoula government, the political situation did not allow the establishment of this background condition.

(...) The lack of an economic policy went along with a deterioration in the balance of payments,... the extensive damages suffered by the mining industry in other part of the country during the revolts, (and) the effects of the decline of production in agricultural and commercial sectors;...⁸⁵

Ce fut finalement par l'entremise du F.M.I. que les États Unis ont pu réussir à implémenter quelques unes de ces politiques pendant la période de crise au Zaïre (1960-1965). En effet, l'arrivée, en 1965 au pouvoir du nouveau régime, soutenu par les puissances externes, particulièrement les États-Unis et leurs institutions politico-financières, marque un nouveau départ pour le Zaïre sur la scène internationale. Les politiques économiques mises en place commencent à donner des résultats positifs; l'économie est prospère.

Comme nous essayerons de l'expliquer, ces résultats expliquent la logique de développement des États périphériques dans le système de l'économie mondiale. Dans le cas du Zaïre, la croissance économique correspond au jeu du capital financier international à la périphérie (on presse le citron, le jus est consommé et la peau jetée...); il y entre pour se multiplier et retourner vers les pays du centre. Mais la croissance n'a pas été un fait suo-generis, c'est la combinaison de la domination du capital étranger et les effets de la nationalisation de l'UMHK en 1967.

⁸⁵ Idem, p. 126.

En effet, la nationalisation a marqué l'étape nécessaire dans la recherche d'une nouvelle alliance entre le régime zairois et les groupes financiers étrangers détenteurs du pouvoir économique. C'est à ce point que le développement de ces rapports présente un intérêt particulier. On note que sur le plan national, le pouvoir d'Etat tente de pallier les faiblesses de la période 1960-1965; et au plan international, les pays producteurs tentent de contrôler le prix du cuivre.

II.2.1.2.1. Application et résultats: 1967-1974.

"Mobutu a traité le Zaïre comme Léopold II a traité l'E.I.C: une propriété personnelle. L'enrichissement des deux personnages s'est fait au prix de souffrances incalculables." (Delpechin: 1991).

a) La croissance et relance économique:

La période de la relance et de la croissance économique au Zaïre résulte des politiques économiques qui ont été conçues par des pays du centre et leurs institutions financières internationales (entre 1967 et 1970). Dans ce cas, le gouvernement de la deuxième République n'a fait qu'appliquer ces politiques, cette fois dans un climat de paix relative rétablie sur l'étendue du territoire. L'État étant devenu le seul vrai interlocuteur valable pour le capital étranger, il a donc pu déterminer les termes d'une coopération étroite avec ce dernier.

En effet, pendant la période 1967-1974, le Zaïre fonde sa stratégie de croissance sur une plus grande ouverture de son économie aux forces externes (surtout son secteur minier et industriel). Pendant cette période, l'Etat oriente sa stratégie de croissance sur une politique

économique à haut risque, financée largement de l'extérieur, nourrie de l'intérieur par une doctrine idéologique de type nationaliste.

During the State expansion era, in early 1970s, Zaïre embarked on high-risk, externally financed, mineral-based development strategy, legitimated by the ideological doctrine of economic nationalism...⁸⁶

Pendant la même période, le Produit Intérieur Brut du Zaïre a atteint 10% en terme réel par année.⁸⁷ Cette croissance s'est accompagnée d'un grand volume d'investissement étranger, résultant des mesures de stabilisation élaborées vers les années 1967 et de l'épargne gouvernementale.

Selon la Banque mondiale, l'efficacité et le succès de ces mesures tiennent en grande partie de la réforme fiscale et de la dévaluation monétaire de 1967.⁸⁸ Ces deux facteurs ont été accompagnés à leur tour par une augmentation du volume et de la valeur des exportations des matières premières exportées par le Zaïre, le cuivre et le cobalt en particulier.

Le contenu du programme de stabilisation stipulait entre autre la dévaluation du franc congolais afin de permettre le rétablissement de l'équilibre monétaire, sous lequel la relance économique pouvait se réaliser. Comme l'expliquent Young et Turner, cette période fut celle de l'expansion de l'État et de l'élaboration des stratégies de développement pour le Zaïre. Selon les deux auteurs, ces stratégies ont été influencées par les recommandations du F.M.I. et de la Banque mondiale.

⁸⁶ Young C. et Turner T., The rise and decline of the zairian State, p.276.

⁸⁷ Banque Mondiale, Zaïre. Current economic situation and constraints, p. 4.

⁸⁸ idem, p. 4.

En outre, ce programme avait comme objectif non seulement de redéfinir la structure de l'économie zaïroise, mais également d'élaborer les stratégies de développement pour le Zaïre. Pour ce fait, fallait-il la mise en place des mesures fiscales dynamiques, de manière à éliminer l'inflation galopante qui caractérisait la période des troubles politiques, 1960-1965.

Il est certain, par ailleurs que ces politiques économiques n'étaient pas formulées selon le besoin interne, mais traduisaient la recherche maximale de profit des différents pays du centre et de leurs institutions financières. Ainsi, comme l'indique Katwala, ces politiques ont renforcé le mécanisme de dépendance de la période coloniale, que l'indépendance n'a pu transformée. En cela, stipule-t-il, en construisant ses politiques économiques sur le modèle colonial, la seconde République n'a pas seulement accru sa dépendance et sa vulnérabilité, elle a aussi renforcé sa dynamique fonctionnelle.

The economic and investment policies based on dependance on mineral production and exporting were readopted and reinforced. The nature of the regime that came to power in 1965 not only made possible this continuation and reinforcement of dependance on mining sector but also made it necessary.⁸⁹

Toutefois, faut-il signaler les tentatives du nouveau régime de changer la position de faiblesse du Zaïre dans ses échanges commerciaux, surtout avec la Belgique. En appliquant les politiques économiques suggérées par les États-Unis et le F.M.I., le gouvernement zaïrois a trouvé l'occasion de renforcer la position économique du Zaïre dans les échanges internationaux, mais aussi de donner à ce régime les assises nécessaires d'une autonomie économique.

⁸⁹ Katwala G., " Export led growth: the copper sector " in Gran G. The political economy of underdevelopment, New York, Praeger, 1979 p. 126.

They show that the basic goal of the Mobutu regime has been that of reinforcing its bargaining position vis-à-vis foreign capitalist countries so that the state bourgeoisie, who control power in the country, can acquire an economic base.⁹⁰

Cette volonté du nouveau régime se manifesta avec la politique de nationalisation entamée dès 1966, avec la nationalisation de l'Union Minière du Haut Katanga, alors sous contrôle de la Société Générale de Belgique qui contrôlait la quasi-totalité des opérations de l'U.M.H.K, le cerveau économique du Zaïre.

La nationalisation de l'U.M.H.K fut suivie de la révision de la constitution du pays, en promulguant la " LOI BAKAJIKA " en 1967, la dite loi qui mettait explicitement fin aux privilèges des compagnies belges au Zaïre. En gros on peut retenir trois changements fondamentaux: a) la loi nationale sur les mines; b) la nationalisation de la compagnie d'assurance; c) l'adoption d'une loi sur la régulation minière. Ces trois changements stipulaient entre autre que les mines appartiennent à la nation zaïroise et constitue un domaine public. La Société Nationale d'assurance (SONAS) devait avoir le monopole des assurances partout au Zaïre. Tandis que la loi sur la régulation minière consistait à veiller au bon fonctionnement de droit de prospection et d'exploration.

Le conflit d'intérêt éclatera à ce sujet. La Belgique se sentant menacée par cette politique fera pression sur le F.M.I. de sorte que les fonds prévus pour la reconstruction des infrastructures ne soient pas accordés au nouveau régime. Ainsi comme le note Katwala,

(The nationalisation) caused a strain in relations between Belgium and Zaïre, and between Zaïre and the I.M.F. ⁹¹

⁹⁰ Katwala, G. , Op.cit. p.126.

⁹¹ Ibid, p. 128.

Étant donné la faiblesse organisationnelle du régime au pouvoir et suite au déficit budgétaire de la période 1960-1965, le F.M.I en collaboration avec les États-unis vont élaborer un nouveau programme économique pour le Zaïre. Ce fut le programme de stabilisation, ayant comme objectif principal de rétablir l'ordre et la rigueur dans les finances du pays. Ce programme a été implémenté dans le but de donner à l'État zaïrois une certaine maîtrise économique et financière. Aussi, s'agissait-il de favoriser la diversification de la production des produits d'exportation afin de garantir une base économique à l'État.

Pour ces fins, le programme de stabilisation a mis sur pied une série des mesures macro-économiques, entre autre la dévaluation du franc congolais, remplacé par la monnaie " Zaïre ".

1 Z = 2 \$ U.S.

Le tableau ci-après permet d'apprécier cette dévaluation.

30 juin 1960	100 FrC = 100 FrB = 2 \$ U.S
06 nov. 1961:	130 FrC = 100 FrB, 1 \$ U.S = 65 FrC
09 nov. 1963: achat:	300 FrC = 100 FrB, 1 \$ U.S = 150 FrC
	vente: 360 FrC = 100 FrB, 1 \$ U.S = 180 FrC
* 24 juin 1967:	1000 FrC = 1 Z = 1 DTS = 1,16 \$ U.S = 100 FrB

Dévaluation induite de 1970 à 1976 par la liaison du Z au \$:

12 mars 1976:	1 Z = 1 DTS = 1,16 \$ U.S = 44,89 FrB
31 oct. 1978:	1 Z = 0,9 DTS = 1,21 \$ U.S = 30,34 FrB
07 nov. 1978:	1 Z = 0,97 \$ U.S = 29,29 FrB
27 nov. 1978:	1 Z = 0,99 \$ U.S = 28,74 FrB
02 jan. 1979:	1 Z = 0,5 DTS = 0,65 \$ U.S = 18,76 FrB
24 août 1979:	1 Z = 0,375 DTS = 14,30 FrB
22 fév. 1980:	1 Z = 0,2625 DTS = 9,85 FrB. ⁹²

⁹² Peamens, J. et al.op. cit, p.75.

La dévaluation a été accompagnée par des mesures fiscales dynamiques ayant comme objectif de rétablir l'équilibre économique, en veillant à l'augmentation de différentes taxes et à restreindre les dépenses gouvernementales.

Dans une large perspective, la dévaluation induite par le programme de stabilisation a eu un effet positif sur la croissance économique globale du Zaïre. En effet, on note que la croissance annuelle a sillonné les 6 à 7 % entre la période 1967 et 1974. Toutefois, cette croissance a coïncidé avec la hausse de prix des matières premières, en particulier le cuivre, dont le Zaïre se trouve être un des grands producteurs mondial.

Comme le souligne Katwala, les politiques macro-économiques conseillées par le F.M.I s'orientaient surtout dans le secteurs modernes, avant tout dans le secteur minier.⁹³ Ces politiques ont été rendues fonctionnelles avec l'aide du code d'investissement, élaboré en commun accord entre le gouvernement zaïrois et les institutions financières spécialisées étrangères afin d'attirer plus d'investissements. C'est aussi le temps des entreprises d'État que l'on crée par choix politique ou parce que l'entreprise privée est défailante suite à certaines politiques économiques incohérentes.

En effet, malgré le succès du programme de stabilisation prôné par le F.M.I, la dévaluation et la croissance globale qui en est suivit à eu un impact considérable sur la société zaïroise en général. Si la dévaluation avait pour objectif de mettre de l'ordre dans la structure économique

⁹³ Ibid, p. 149.

zaïroise, force est de reconnaître que pour la pléthore des fonctionnaires et employés des différents secteurs, le coup a été dur à supporter. En effet, cette dévaluation a provoqué une baisse de 20% de salaire réel dans le secteur public et privé à l'intervalle de six mois, soit entre juin à décembre 1967.⁹⁴

Dans ces conditions, la mise en place des politiques du F.M.I a provoqué le premier blocage structurel de l'économie zaïroise. Elles ont accentué les déséquilibres entre le secteur moderne dans lequel se dirigeaient les investissements, et le secteur traditionnel.

The implementation of the 1967 I.M.F stabilisation program which introduced the monetary reform tightly linked to taxation of exports and imports produced the first blocage mechanisms that prevented the development of domestic, non exports sectors.⁹⁵

D'autre part, les effets pervers de cette dévaluation ont tracé le jalon d'une démarcation sociale très accentuée. La petite bourgeoisie (les évolués) a renforcé son pouvoir politique et économique lui permettant de s'accaparer des revenus nationaux, en complicité avec les détenteurs des capitaux étrangers investis au Zaïre.

Dans la mesure où l'on soutient que les déséquilibres socio-économiques et politiques tiennent aux liens de domination institués par la classe hégémonique internationale sur la périphérie, est-il ainsi évident que les mesures économiques implémentées en 1967 par le F.M.I ont largué les anneaux de la crise structurelle à long terme que connaîtra le Zaïre au milieu des années soixante-dix.

⁹⁴ Ibid, p. 76.

⁹⁵ Katwala, G., Op.cit. p. 136.

La dynamique de ces déséquilibres se résume non seulement en termes d'une incapacité fonctionnelle du régime du 24 novembre 1965 à mettre sur pied des mesures économiques et politiques viables, elle met en évidence les mécanismes d'une soit-disant interdépendance asymétrique entre dominant et dominé sur la scène internationale. Les difficultés de l'économie zaïroise doivent être replacées dans une large perspective, tout en distinguant les différentes phases de son évolution dans le système international.

Dans un premier temps, faut-il alors rappeler que les différentes planifications économiques pour le Zaïre ont été élaborées par des forces extérieures. Le groupe consultatif⁹⁶ mis en place par la Banque Mondiale et le F.M.I en est un exemple illustratif. L'objectif de ce groupe consistait à dresser une série des directives ayant trait aux politiques d'investissement, fiscales et autres, tout en choisissant des secteurs prioritaires à haute rentabilité, certes à grand risque pour l'économie zaïroise.

Visiblement, le Zaïre était confronté à une série des difficultés, à la fois structurelles et conjoncturelles pour définir sa propre orientation macro-économique. Ces difficultés ne sont pas un fait du hasard, elles correspondent assez logiquement au rôle qui a été assigné au Zaïre depuis la colonisation comme producteur des matières premières pour l'exportation. Il incombait à l'État la responsabilité de trouver une possibilité pour attirer l'afflux des investissements étrangers. Ce fut à travers le code d'investissement institué en 1969.

⁹⁶. Le groupe consultatif a été institué par la Banque mondiale dans le but de contrôler l'évolution de l'économie du Zaïre. Il s'agissait des pays suivants: les États-Unis, le Canada, la France, l'Angleterre, Allemagne et le Japon. Cité par Katwala, G. op. cit p. 64

b) Le code d'investissement de 1969:

L'essence du code d'investissement doit être comprise dans le cadre des politiques macro-économiques du F.M.I et de la Banque mondiale. L'objectif de ce code était de créer un climat de confiance vis-à-vis des détenteurs des capitaux pour relancer les investissements productifs au Zaïre. C'est ainsi que ce code de par sa nature et sa conditionalité s'adresse en premier aux grandes firmes. Comme on le sait, celles-ci sont largement contrôlées par les forces externes.

Le code d'investissement prévoyait un ensemble d'exonérations fiscales ainsi que des avantages matériels vers l'extérieur pour des firmes dont la création et la modernisation pouvaient être bénéfiques au Zaïre. En gros on y distingue quatre principales clauses:

- 1) Une claire définition quant à l'investissement étranger;
- 2) Le gouvernement zaïrois devait avoir deux catégories ou types d'investissement. Le type général et conventionnel;
- 3) Une précision sur les taxes et autres " incentives ";
- 4) Finalement, la mise en place d'une commission d'investissement, laquelle veillerait au bon fonctionnement des opérations de planification.⁹⁷

Ces quatre clauses étaient mises en place pour permettre une plus grande participation de l'Etat zaïrois dans l'économie du pays, jusque là sous contrôle de firmes étrangères.

Cependant, on ne peut manquer de remarquer que les modalités d'accès au code et la spécificité permettant de juger la nature d'un investissement productif n'a pas été précisé. Plus que cette

⁹⁷. Ces quatre points sont tirés de l'analyse de Katwala in Bureaucracy, corruption, and underdevelopment, pp. 146-153. Ici nous en faisons une synthèse et traduisons en français.

question de précision, le code a surtout créé les liens étroits entre le pouvoir étatique et les capitaux étrangers. On remarque que l'État s'est réservé le droit de participer directement dans certains secteurs clés de l'économie, tels les mines, l'énergie,...

Dans cette perspective, le gouvernement zaïrois a investi davantage dans l'industrie minière. Ce, dans le but d'extraire plus de revenus de taxe pour des fins politiques et des projets de prestige. Quant aux investisseurs étrangers, il s'agissait surtout de sécuriser leur source des matières premières, en investissant également dans d'autres secteurs susceptibles d'absorber les surplus des secteurs modernes. En gros, le code d'investissement a été caractérisé par trois phases principales pendant la période allant de 1969 à la fin des années 70.

Dans un premier temps l'afflux des investissements et la croissance qui en résultait permettent de reconnaître que ce code a réellement fonctionné. Parmi les faits remarquables, on peut citer la création d'une série de grandes entreprises, telles la Société de Textile de Kisangani (la Sotexki), du Danzer Zaïre (dans le bois), du Comingem (dans la transformation des produits agricoles), la Cimenterie Nationale du Zaïre (Cinat), du Goodyear (en pneumatique), la modernisation des infrastructures de la Gécamines, des chemins de fer et transport maritime,...

Ces faits représentent environ 70,5% du total de tous les investissements pendant la période 1969-1972.⁹⁸

⁹⁸. Plusieurs réalisations ont été enregistrées pendant les trois ans qui ont suivi l'application du code d'investissement. On peut également citer la création de la Société Générale d'Alimentation (la S.G.A) que l'oncle de Mobutu dévalisera lors de la zaïrianisation. Ici nous basons notre analyse sur les données de Young, C. et Turner, T. The rise and decline of the Zaïrian State, pp 296-309, et Bezy, F., Peemans, J. P., Wautelct, J. M., Accumulation et sous-développement au Zaïre, pp. 96-99.

La deuxième phase est d'une courte durée: 1973 et 1974. Elle est caractérisée par une propension de l'endettement du gouvernement du Zaïre. Au cours de cette période, les investissements ne passent plus par le biais du code d'investissement, mais directement avec la classe bourgeoise au pouvoir, la présidence et ses parasites. Les investissements ont été orientés surtout dans les grands projets tels la ligne à haute tension Inga-Shaba I et II, le Centre de Commerce International de Kinshasa, la Chaîne de radio et télévision, la sidérurgie de Maluku,...

En effet, comme le souligne Peemans, ces projets correspondent à une double démarche: politique d'une intégration nationale et à la volonté de faire du Zaïre un centre industriel important en Afrique noire.⁹⁹ Ce fut pendant cette période que la classe dirigeante s'est enrichie sans scrupule devant la misère de la population zaïroise.

La troisième phase débuta en 1975, correspondant à l'étouffement du régime d'accumulation de l'État zaïrois. Elle est caractérisée par un ralentissement des revenus externes, malgré la persistance de certains investissements de prestige: la construction de l'immeuble de la Société Zaïroise de la Commercialisation des Minerais, la communication par satellite,...En même temps, la corruption devenait davantage institutionnalisée, l'État-nation étant lui même corrompu par le haut. Plusieurs projets de type cléf à main se sont avérés improductifs, soit que les équipements ont été simplement abandonnés à leurs sites; soit que le contrat a été interrompu, perdant ainsi des sommes colossales.

⁹⁹. Peemans, J. P., et al., *op. cit.*, p.99

Cependant, le code d'investissement n'était pas en soit une tentative négative; il a connu un certain succès immédiat et à court terme. Ce succès tient avant tout de son caractère libéral et ouvert. Fallait-il s'attendre à l'afflux des investisseurs étrangers à qui l'on garantissait plusieurs avantages et privilèges, et dont les intérêts à court terme étaient immédiats. Il est toutefois vrai qu'avec le code d'investissement, les engagements financiers étatiques avaient largement augmentés; surtout entre 1973 et 1974. En même temps, les mesures de zaïrianisation, en cours, ont permis la main mise de la bourgeoisie locale dans l'agriculture et dans le commerce. C'est aussi pendant cette période que le prix du cuivre a atteint un prix plafond. Tous les paris étaient pour un développement soutenu au Zaïre.

Mais ce code ne doit pas créer d'illusions. Le problème réside dans les choix stratégiques posés par le contenu du code, lesquels s'étaient orientés dans le secteur clé de l'économie du Zaïre. Ainsi, on peut remarquer que la planification du développement économique n'a pas été appliquée pragmatiquement. Ni les revenus cuprifères, ni les nombreux prêts étrangers, ni la zaïrianisation n'ont pas permis la réorientation des activités productives.

Selon Gran, le régime Mobutu avait investi 31% du P.N.B. entre 1970-1976 au prix d'une croissance globale d'à peine 2.8% pendant la même période.¹⁰⁰ Il est estimé qu'une grande part de ces investissements a été injecté dans le secteur moderne. En prix constant, leur valeur ajoutée s'élève à près de 2.7 fois la somme investie en agriculture pendant la période 1970-1972; et 2.9 fois plus entre 1974-1976. La répartition sectorielle de ces investissements est venue aggraver les disparités entre différentes branches de la structure économique du Zaïre.

¹⁰⁰Gran, G, *op. cit.*, p. 130

Selon Peemans, Goodyear a représenté 82% de la chimie, Cinat et Ciza 83% des minéraux non-métalliques, Comingem 63% de l'agriculture, Danzer Zaïre 48% de la transformation du bois, Sotexki 72% du textile,...¹⁰¹

Comme il a été dit dans ce travail, ce genre d'entreprises, lorsqu'elles sont situées à la périphérie, contribuent rarement à une croissance équilibrée de l'économie et à une bonne repartition des revenus. Cela peut s'expliquer par le caractère spécifique du capitalisme périphérique et de la nature des investissements qui provoquent une fuite à l'avant de revenus nationaux. Comme le souligne Ominami à juste titre, ce n'est donc pas le fait d'avoir recours au capital étranger qui est ici en cause, mais l'usage interne qu'on en fait.¹⁰² En définitif, ce manque de politiques concrètes pour le développement a provoqué la faillite de l'État; démontrant par là les contradictions d'un régime d'accumulation incohérent établi par l'État zaïrois. Les conditions contraignantes du milieu des années soixante dix mettront fin à la croissance de l'économie zaïroise.

Dans un premier temps, l'État recourt à l'endettement massif auprès du capital étranger, surtout américain, pour essayer d'atténuer les effets sur l'économie. Mais le contrôle de l'État par la bourgeoisie locale à travers un parti politique unique ne permet pas une meilleure réorientation. C'est dans ce contexte que la crise mondiale des années soixante-dix est sans cesse le facteur déterminant de la crise zaïroise.

¹⁰¹ ibid, p. 99.

¹⁰²Ominami, C.,Op. cit. p. 155

II.2.1.2.2 Le déclin économique et crise: 1975-1980.

II.2.1.2.2.1. Échec du modèle.

Le déclin économique du Zaïre s'est manifesté ouvertement à la fin de 1974. La dramatique baisse des prix des matières premières sur le marché mondial au début de 1974 a marqué la fin de la croissance économique et du mode d'accumulation au Zaïre. La situation s'est amorcée par la récession mondiale de 1974-1975, lorsque la demande en matière première des pays du centre a soudainement baissé. Ce fait a été suivi par la détérioration de la balance des paiements, causée par la chute des prix des matières premières. Cela correspond à ce que nous qualifions de l'échec du modèle économique. Mais ce déclin ne peut être pris séparément des autres facteurs, tels les retombées de la crise du pétrole de 1973 et la hausse du taux de dollar U.S.

En effet, les données démontrent qu'au début de l'année 1974, le prix du cuivre avait dramatiquement baissé sur le marché mondial, passant d'environ 3,370 \$ U.S la tonne métrique en avril 1974 à environ 1,350 \$ U.S en décembre 1975.¹⁰³

...the most important of which was the break in the copper price in april and may 1974: from an all-time record of \$ 1,40 per pound on the New York market in april 1974 it fell sharply to a low of \$ 0.53 in early 1975.¹⁰⁴

Plusieurs autres facteurs importants déterminent également l'impact de la crise économique du Zaïre. Plus que la chute des prix des matières premières de 1974, les effets désastreux des mesures de zaïrianisation (1973); la hausse du prix de pétrole (1974); la fermeture du

¹⁰³ Edward kannyo, postcolonial politics in Zaïre, 1960-79, in Gran G., Zaïre. the political economy of underdevelopment, New York, Praeger, 1979 p 63.

¹⁰⁴ Turner et Young, op. cit. p 307.

chemin de fer de Benguela durant la guerre civile en Angola (1975-1976); les invasions du Shaba en 1977 et 1978 constituent des tendances lourdes qui ont pesé sur l'économie zaïroise.

La crise du Zaïre s' était aussi aggravée avec la crise de l'énergie de 1973, laquelle était venue brusquer les prévisions macro-économiques du Zaïre en termes des coûts de son approvisionnement en pétrole. En 1977, les coûts d'importation du pétrole s'élevaient à 200 millions de dollars U.S annuellement, soit 20% de toutes les devises disponibles; ce qui représente également une augmentation spectaculaire, environ quatre fois les coûts de 1970.

La fermeture du chemin de fer de Benguela a eu un impact considérable sur l'économie du Zaïre; Benguela était jusque là la voie la plus facile, la moins coûteuse et la plus rapide pour l'expédition des minerais produits dans la région cupéfière du Zaïre. En 1973, plus de 41% des exportation du cuivre zaïrois à transité par cette voie. En termes réels, 200,000 tonnes de cuivre, 32,000 tonnes de manganèse et 250,000 d'autres minerais ont été exportés à partir de Benguela. Selon Macgaffey, la fermeture de cette voie n'avait pas seulement anticipé la crise économique du Zaïre, elle démontrait également les effets en retour d'une stratégie mono-sectorielle, basée sur la dépendance du secteur minier.¹⁰⁵

Ces facteurs, ajouté à d'autres faits internes, ont accentué la rupture des principaux équilibres régissant le fonctionnement ne fut-ce élémentaire de l'économie zaïroise. Or, étant donné le rôle particulier de l'État zaïrois (comme garant du développement économique), cette rupture a

¹⁰⁵Op. cit. p. 49.

établie, d'autre part, les fondements d'un bouleversement à long terme de l'ensemble de l'économie. Ajoutons enfin, que l'absence d'une politique économique pragmatique, n'a fait que renforcer la situation déjà précaire.

Selon Nzongola, l'aspect politique de ces facteurs est très important et a été déterminé par la nature du régime patrimonial de la deuxième république. Ce régime est caractérisé par sa propension démesurée dans les dépenses et endettements de l'État. On sait que le régime Mobutu est régi par une légitimité, reposant largement sur les finances du pays qui dynamise sa marge de manoeuvre. Comme dans tout régime patrimonial, ce régime ne fait pas de distinction entre les finances du pays et les ressources personnelles du patrimonial. Pendant que la croissance s'était ralentie, on note que le surplus économique anté-crise n'est pas investi productivement, mais alimente la croissance d'une consommation de luxe et de prestige. Sur le plan interne, le patrimonialisme zairois a aidé au maintien d'un système de redistribution très inégal et repressif, lequel a empêché l'émergence d'une société civile. Les décisions ayant trait aux politiques économiques sont celles jugées bénéfiques pour le patrimonial et sa classe clientéliste.

Comme il a été dit dans cette analyse, nous soutenons que les déséquilibres socio-économiques dérivent de l'orientation économique imposée par les forces du marché mondial. En réalité, et sans nier le poids de cette contrainte, est-il vrai que le problème se trouve au niveau de la stratégie de développement suivie par le second régime, en ce que ce dernier avait orienté toutes ses priorités vers le secteur minier.

Ce secteur, faut-il insister, rapportait près de 70% des revenus en devises: son affaiblissement signifiait un manque à gagner important pour le Zaïre. Le taux de croissance du PNB qui était d'environ 6 à 7% au début des années soixante-dix était tombé à environ 5.4% en 1974.¹⁰⁶ Ce taux a continué à baisser pour aboutir à la crise générale de l'État et de l'économie des années 1980. Étant donné la dépendance de l'économie zaïroise vis-à-vis des économies des pays occidentaux, était-il évident que la baisse des matières premières signifiant une diminution des revenus nationaux et une désarticulation plus accentuée, faute d'un équilibre inter sectoriel.

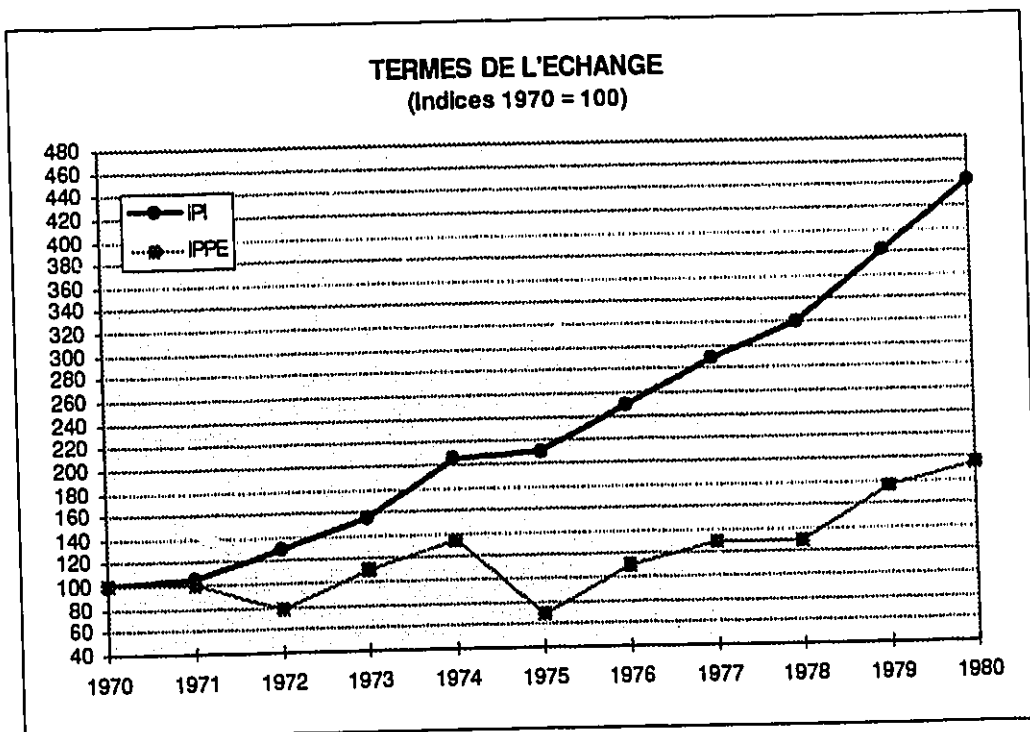
Selon Turner et Young, la crise ne s'était pas manifestée immédiatement. Cela explique plus ou moins pourquoi le régime Mobutu avait jusqu'en 1974 continué de bénéficier d'une certaine stabilité économique. Mais les conditions moins favorables des années soixante-quinze sont venues changer cette conjoncture et ont mis fin à la croissance économique du Zaïre. L'État avait essayé d'en atténuer les conséquences en recourant à une politique d'endettement massif du capital étranger. Mais étant donné que la dynamique d'expansion a été brisée, cette manoeuvre n'a pas pu compenser ce dérapage.

La détérioration continue des conditions extérieures et des termes de l'échange ont rendu impossible la réalisation du développement souhaité par le régime zaïrois. A cause de la dépendance du Zaïre vis-à-vis de l'industrie cuprifère, les termes de l'échange se sont amenuisés plus rapidement que dans la majorité des pays du tiers monde. Selon la Banque mondiale, la valeur des exportations pendant les années quatre-vingt était à peine la moitié de celle de 1970.

¹⁰⁶ Idem, p 63.

La banque a aussi évalué le manque à gagner de l'économie zaïroise à près de 600 millions de dollars U.S. pour la seule année 1975.¹⁰⁷ Comme l'indique le tableau ci-après, les termes de l'échange se sont considérablement détériorés après l'indépendance.

Tableau 2. Termes de l'Echange: Indices des produits importés et exportés



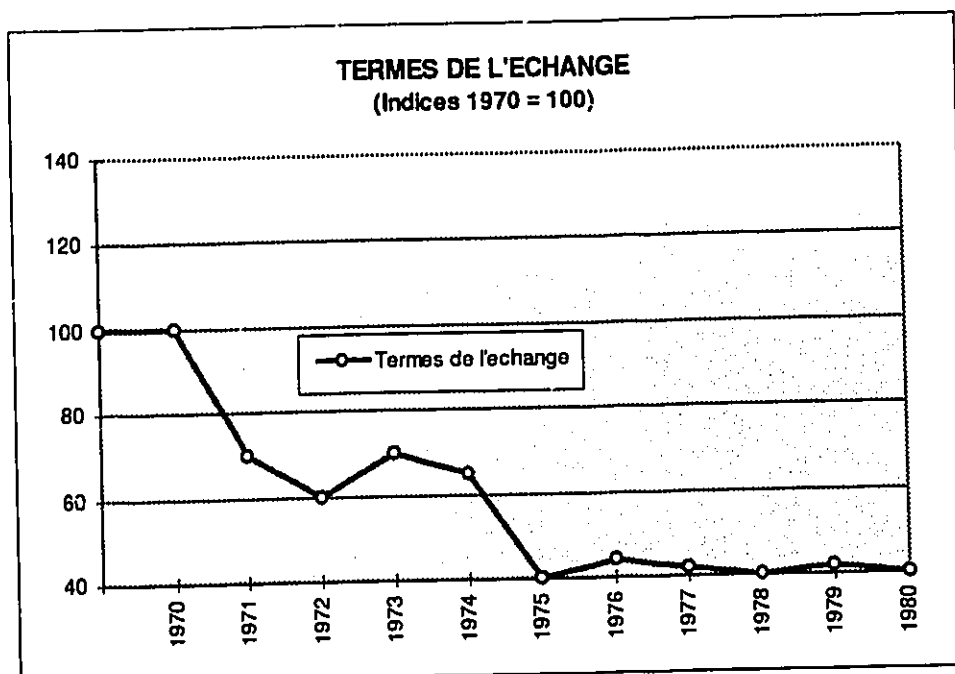
Source: Banque du Zaïre: Rapport annuel 1980, p. 162

PI: Produits Importés
PPE: Prix des Produits Exportés

L'indice des produits importés avait plus que quadruplé en 1980, passant de 100 (valeur de 1970) à environ 420. Quant à l'indice des produits exportés, il y a eu une légère augmentation, passant de 100 (valeur de 1970) à environ 180 pendant les années quatre-vingt.

¹⁰⁷ Ibid, p. 307.

Tableau 3.



Source: Banque du Zaïre: Rapport annuel 1980, p. 163

Même si la production avait augmenté, les termes de l'échange ne permettaient pas de compenser le manque à gagner. En termes réels, ces exportations ont en 1967 rapportées Z 73,8 millions pour 287,000 tonnes de cuivre contre Z 67,5 millions pour 489,000 tonnes en 1975.¹⁰⁸ Ce qui représente un manque à gagner important et un élément perturbateur dans la planification économique, lorsque l'on sait que le pays entier dépendait de ces revenus.

La prédominance du secteur minier, l'extraversion de l'économie et la dépendance du budget de l'État vis-à-vis du commerce extérieur deviennent des facteurs structurels permanents, et déterminent la faiblesse de l'épargne étatique. Dans cette conjoncture, une seule firme occupe une position dominante, la Gécamines, dont l'apport aux revenus en devises est de près de 69%.

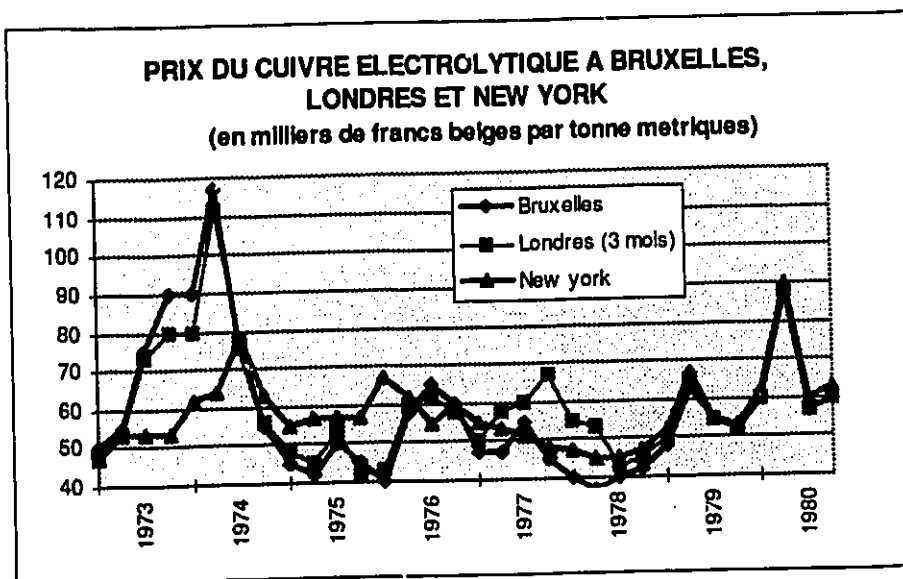
¹⁰⁸ *ibid.*, p. 307

La situation a fait de sorte que l'État devienne davantage tributaire pour ses revenus des ressources d'une seule entreprise. Selon Pecmans , cette dépendance a accru de 16% en 1958 à 50% au début des années 70.¹⁰⁹ Il était tout à fait normal qu'une baisse, ne fut-ce minimale des opérations de la Gécamines soit désastreuse pour toute la structure économique, de par là, l'étranglement même de l'État. En plus, il importe de souligner que la poursuite de cette stratégie de " développement rapide et facile " était facilité par une perception selon que le prix du cuivre allait continuellement augmenter, et donc constituer le moteur du développement économique pour le Zaïre.

Le tableau ci-après permet justement d'apprécier l'évolution des prix des matières premières produites au Zaïre. Sur le graphique on peut justement voir que le prix du cuivre avait atteint un prix record de tous les temps. Cette situation avait permis au gouvernement zairois et plusieurs firmes financières étrangère de baser leurs prédictions sur une logique des prix du cuivre en croissance continue. On n'avait pas tenu compte des effets cycliques de baisse de la demande et des prix sur le marché mondial, non plus des innovations technologiques. Les prédictions on été simplement faites dans une vision limitée.

¹⁰⁹. Pecmans, J. P et al, op. cit. p 83.

Tableau 4. Prix du Cuivre



Source: Banque du Zaïre: Rapport annuel 1980, p. 159

En outre, plus les capacités de l'État comme garant de développement s'amménuaient, plus la possibilité de créer une dynamique d'interaction entre l'État et la société s'effondrait. En revanche, on assiste à une multiplication des institutions politiques ayant comme objectif d'empêcher l'émergence de toute autre force autonome par rapport à la légitimité répressive de l'État. Dans ce contexte, les mesures de zaïrianisation constitue une réponse claire et objective de la faiblesse de l'État. En même temps, elles rendent évidentes les contradictions qui existent entre le pouvoir de l'État détenu par la classe politique, d'une part et les forces du marché mondial, de l'autre.

II.2.1.2.2 La Zaïrianisation et résultat: 1973-1975.

Chaque État du tiers monde recour à une certaine période à des politiques nationales de développement socio-économique. Généralement, cela se traduit par la nationalisation des

compagnies les plus importantes. Au Zaïre, ce fut les mesures de zaïrianisation promulguées par le régime Mobutu en novembre 1973. Ces mesures consistaient à revêtir l'État de plus de contrôle sur toute les sociétés étrangères dans le secteur commercial, agricole et de transport, non pour assumer lui-même la priorité, mais pour les transférer à la classe politique.

Du point de vue politique, la zaïrianisation s'inscrit dans la logique de la recherche d'une autonomie décisionnelle du nouveau régime vis-à-vis des acteurs externes et internes. En effet, le discours " nationaliste " a suscité plusieurs appropriations nationales des ressources naturelles et d'indigénisation du capital et des entreprises. Mais, il est évident que cette intervention nationaliste répondait à plusieurs objectifs économiques: l'indépendance économique ou extra-économiques..., même parfois à une simple logique symbolique. Cependant, ce symbolisme exigeait des signes extérieurs de souveraineté monétaire, d'industrialisation, même lorsqu'il était connu que la transformation souhaitée était irréalisable selon l'approche suivie. Paradoxalement, ce souci de la symbolique nationale a suscité des dépenses ostentatoires et des redistributions non productives.

Selon Turner et Young, la zaïrianisation n'a pas seulement été une démonstration nationaliste démesurée, elle a été également une occasion pour la classe dirigeante zaïroise de se doter d'une base économique et une certaine indépendance financière vis-à-vis des acteurs externes.

... these decisions provided for the seizure of vast swath of the economy which remained in foreign hands: most commerce, most of the plantation sector, many small industries, constructions firms, transportation, and property-holding enterprises.¹¹⁰

¹¹⁰ Young et Turner, op. cit., p. 327

Dans ce contexte, la zaïrianisation est perçue comme l'expression de l'impulsion de l'État pour se bâtir une autonomie économique. Mais, ces mesures telles qu'elles ont été exécutées, se sont avérées anti-agriculture et ont donc sacrifié ce secteur plutôt important dans l'économie zaïroise. On note par exemple que le budget consacré à l'agriculture a été profondément réduit. Les investissements en agriculture ont connu un désintéressement sans précédent. Ils ont été évalués à environ 15% du total des investissements avant 1960, ils étaient tombés à 3,7% en 1972. Entre 1970 et 1978, les dépenses gouvernementales dans le secteur agricole étaient évaluées à environ 1 à 3% du P.N.B.; elles étaient à peine 1% entre 1973-74.¹¹¹

Neither the state nor private investors found agricultural investment attractive; while agriculture accounted for 15% of total investment in 1958.¹¹²

Dans un premier abord, la zaïrianisation s'est attaquée au secteur commercial. Ce, parce que ce secteur ne demande pas beaucoup d'investissements, et en plus elle s'avère être relativement rémunératrice, même avec des capitaux de fonctionnement limités. En second lieu, la zaïrianisation s'est attaquée aux plantations. Ceci s'explique du fait que les nouveaux propriétaires prenaient possession de ces plantations sans devoir déboursier un rond.

La conséquence était désastreuse pour l'économie zaïroise. La classe politique " les acquéreurs¹¹³ " (bénéficiaires de la Zaïrianisation) n'étaient pas des entrepreneurs, n'avaient non plus des intentions économiques bien définies et claires. Leur rôle s'était limité dans la liquidation de petites et moyennes entreprises, dans la majorité de cas, celles-ci ont fait faillite.

¹¹¹ Ibid, p 310.

¹¹² Ibid, p. 310.

¹¹³. Le terme "acquéreur" est couramment interprété au Zaïre comme " acquis par erreur ".

Ainsi, peut-on dire, les mesures de zaïrianisation n'ont pas constitué une coupure radicale avec le passé colonial belge au Zaïre. Ce qu'elle a eu de différent ce fut l'édification d'un type de capitalisme pirate, où le nouveau régime eût une grande marge de manœuvre financièrement et politiquement. Ce piratage a permis à la bourgeoisie zaïroise de se choisir les entreprises les plus profitables et de ne pas attendre des offres au compte goutte qui risqueraient de mettre des éventuelles factions politiques en position de force.

The strategy for the reconstruction of the state clearly envisaged the development of a public sector strong enough to serve the economic interests of the rising new class, but this strong state was hardly more than a superstructure of privilege, a place where political mechanisms concentrated natural resources. IT DID NOT CHANGE THE UNEQUAL DEVELOPMENT AND PERIPHERAL CAPITALISM ESTABLISHED IN THE COLONIAL PERIOD.¹¹⁴

En outre, la zaïrianisation constitue un tournant historique dans le processus d'accumulation de capital par la bourgeoisie zaïroise et ses parasites. Aussi, les mesures de Zaïrianisation ont marqué l'apparition d'une nouvelle phase d'accumulation abusive, une sorte d'accumulation pirate pour la classe dirigeante du nouveau régime.

Mais ce mode d'accumulation abusive était aussi en crise. Sur le plan interne plusieurs contradictions commençaient à se manifester au point que le régime a simplement abandonné certaines orientations économiques à caractère nationaliste. Cet abandon a été institué en 1975 à travers les mesures RÉTROCESSION. Celles-ci consistaient à rappeler les anciens propriétaires étrangers qui ont été forcés de rendre leurs entreprises aux nationaux lors de la

¹¹⁴, Macgaffey, Janet, *op cit.*; p. 46.

zaïrianisation, en leur garantissant des indemnités (que le gouvernement zaïrois n'a pas pu payer la totalité).

Dans le contexte de la mondialité et de la dichotomie " centre-périphérie ", ces politiques économiques n'ont pas créé une dynamique de production interne; elles ont aggravé davantage la vulnérabilité du Zaïre aux chocs externes. Celle-ci résulte, avons-nous dit, de ce que les stratégies adoptées exigeaient toujours plus des ressources à distribuer. L'analyse de ces politiques révèle que celles-ci reposaient largement sur des déséquilibres multiples, provoqués premièrement par les orientations et objectifs politico-économiques du régime Mobutu, vivant au dessus de ses capacités, et par des stratégies de croissance dans lesquelles les équilibres ne pouvaient être atteints qu'à long terme.

A ce point, la zaïrianisation constitue une variable explicative importante de la crise économique et politique du Zaïre. Elle a eu comme effet de rompre l'équilibre tacite, sinon fragile qui existait entre le secteur minier et agricole. Les infrastructures, en particulier routières, se sont considérablement détériorées suite à l'inattention administrative de la nouvelle classe bourgeoise; la production agricole a été peu à peu écartée de la production globale, particulièrement à cause de l'expansion du secteur minier et industriel. Au même moment, plusieurs politiques économiques telles la substitution aux importations ont été simplement abandonnées.

Il en résulte que la recherche d'un équilibre macro-économique se traduit par l'apparition des déséquilibres financiers internes dus soit à des extravagances du pouvoir en place,

(consommation de luxe) toutefois supérieures à la production globale, soit par des stratégies économiques pirates sans lendemain (la construction du Centre de Commerce International à Kinshasa, la ligne de haute tension Inga-Shaba, la sidérurgie de Maluku...) De fait, des déficits externes globaux ont été créés simultanément par l'utilisation des capitaux extérieurs à des fins politiques et par des politiques économiques ne visant une croissance endogène qu'à terme.

Comme le souligne à juste titre Lipietz, ce régime a investi sur un modèle de développement contestable du point de vue social et culturel, mais que toute la communauté financière mondiale a encouragé. Selon Lipietz, plusieurs pays du tiers monde ont aligné leur régime d'accumulation interne sur une logique interne basée sur une logique internationale: celle du fordisme périphérique.¹¹⁵

Au Zaïre ce mode d'accumulation entre en crise premièrement parce que sur le plan interne l'État était incapable ou sinon limité dans son rôle de redistribuer les investissements dans d'autres secteurs. Deuxièmement, sur le plan externe les mécanismes d'orientation sélective des investissements par des acteurs externes font de sorte que ceux-ci se révèlent sans débouchés.

D'autres déséquilibres ont été également provoqués par la stratégie de substitution aux importations implémentée au début des années soixante-dix, qui avait accru le volume des importations d'intrants plus vite qu'elle ne réduisait celles des produits finis. Pendant la même période, on remarque la multiplication d'entreprises commerciales déficitaires du fait de leurs objectifs socio-politiques et socio-économiques.

¹¹⁵ Lipietz, A., Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde, Paris, La Découverte, 1989 p. 164.

II.2.2.2.3. La continuité de la crise: 1975 jusqu'à la fin des années 1980.

Après l'effondrement des prix de matières premières sur le marché mondial, le Zaïre se trouvait devant un défi de grande taille. Sur le plan interne, la manifestation de la crise se remarque sur tous les échelons. Les importations ont accru deux fois en volume que les exportations, aggravant de fait le déficit à 650 millions de dollars, soit le double de 1973.¹¹⁶ En même temps la dette qui avait aidé à financer une partie de la croissance de la période 1969-1974 avait accru de 50%, alors que les réserves internationales ont baissé de 40%.

Pendant ce temps, le PNB est tombé à 6,8 pour la seule année 1975. Les effets de cette baisse se sont manifestés surtout dans les secteurs agricoles et manufacturés commercialisés. Au niveau des revenus des taxes tirées des exportations, on note une baisse de près de 37% du PNB (1974) à 29% en 1975. Devant ces difficultés, une chose est certaine, l'Etat n'était plus en mesure de remplir son rôle de l'État patron distributeur. Son salut, comme pendant la période qui a suivi la guerre civile de 1960-1965, allait venir des instances internationales; le FMI et la B.M.

Ces deux institutions proposeront le programme de stabilisation dans le but de rétablir les équilibres brisés par l'inflation galopante, l'endettement et le déficit rampant qui s'étaient manifestés à partir de 1974. En Avril de 1977, le FMI approuva un crédit standby de 52 millions de dollars¹¹⁷, avec comme objectif principal de réduire le déficit budgétaire. Dans ce

¹¹⁶ Ibid, p. 47

¹¹⁷ Banque Mondiale, op. cit., p. 45

cadre, il fallait introduire des nouvelles taxes dans l'exportation de café et de pétrole. Avec ce programme, il était question de réduire les dépenses du gouvernement de 20% en terme réel en 1977. Ce programme a freiné l'inflation et a réduit d'autres déséquilibres, mais a manqué de retablir les équilibres brisés.

En effet, entre 1980 et 1987 le F.M.I impose à l'Etat, outre une plus grande rigueur financière et de gestion, la libéralisation de l'économie dont la rétrocession des entreprises ne constitue qu'un des aspects. L'Etat zairois a par ailleurs tiré des leçons de sa tentative infructueuse d'étendre son contrôle de l'économie du pays, l'échec étant singulièrement clair dans le secteur agricole.

Selon la Banque mondiale, la crise avait atteint son apothéose en 1978, avec le déficit et l'endettement devenus spectaculaires. A cela faut-il alors mentionner la chute de productivité dans le secteur minier due aux deux guerres du Shaba aux mois de Mars et Avril 1977 et en Mai de 1978. Lorsque l'on sait que ce secteur constitue le poumon économique du Zaïre, on peut dès lors en mesurer les conséquences sur le reste des activités économiques.

À la fin des années 1980, l'économie zairoise avait simplement fait faillite. Les infrastructures vitales étaient moins performantes ou simplement déficitaires; les investissements étrangers avaient largement diminué en volume, ceux de l'Etat inexistant. La difficulté d'emprunter sur le marché financier mondial a poussé le gouvernement du Zaïre à abandonner plusieurs programmes sociaux importants tels les soins de santé, l'éducation... Les effets de la crise vont s'empirer pendant toute la décennie 80 à travers quatre

manifestations: la contraction de l'économie entière, 2) l'inflation continuelle, 3) l'incapacité de contrôler les dépenses gouvernementales, 4) le ralentissement des investissements de près de 50% par rapport au taux des années 70.

Sur le plan social, les effets de la crise se sont surtout fait sentir à travers la détérioration des conditions de vie de la masse de la population dont le pouvoir d'achat avait baissé à un niveau sans précédent, au point où la malnutrition et des maladies longtemps oubliées ont réapparu. La relative stabilisation économique qui s'était affichée vers les années 1985 jusqu'en 1987 n'a pas amélioré la situation sociale. Ainsi l'emploi s'est détérioré dans le secteur privé et dans le secteur public, les pertes étant respectivement de 92,000 unités (-8%) et 140,000 (-33%) entre 1980 et 1985¹¹⁸. De surcroît, le retour à l'autosubsistance dans les campagnes et la multiplication des indigents vivant expédient dans les villes deviennent de règle.

En dépit d'un certain relèvement des salaires dans le secteur privé, la croissance des salaires dans le secteur privé ne concerne qu'une poignée de la population. Pour la pléthore de fonctionnaires du secteur public, les mesures d'ajustement structurel renforcent sa misère, en obligeant le gouvernement zairois à réduire les effectifs. En outre, la libéralisation obligée par l'ajustement structurel permet aux importations industrielles et agricoles de concurrencer la production locale. Ce qui constitue un blocage au développement du secteur productif et renforce du coup, les activités importatrices.

¹¹⁸ Banque du Zaïre, op. cit., p. 127

C'est dans ces conditions difficiles que le secteur parallèle va se consolider au point qu'il devint l'employeur principal pour les masses populaires. Mais, il faut mentionner que contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays du tiers monde, au Zaïre, la situation est tout à fait différente et mérite une attention particulière. Ce secteur émerge sur fond de crise profonde et le gouvernement a pris le parti de le laisser se développer tout en essayant de l'approprier afin de le moderniser et améliorer sa gestion. C'est que ce secteur assure désormais des emplois et des services que le gouvernement zaïrois ne sait plus fournir.

En effet depuis la fin des années 1980, et récemment suite aux événements politiques¹¹⁹ qui ont couronné le début de 1990, le parallèle semblait prendre le contrôle des activités économiques. A travers lui, se canalisent ainsi depuis des opérations que l'Etat n'est plus en mesure de diriger, c'est-à-dire les institutions financières, scolaire et autres A titre d'exemple, dans les rues de Kinshasa la capitale, les banques ambulantes ont pris le contrôle des échanges des devises étrangères et imposent leur taux. C'est dans cette atmosphère que la crise du Zaïre se distingue à celles des autres pays et amène aux questions posées au début de cette thèse: pourquoi la crise est si profonde ici qu'ailleurs ? La réponse se trouve dans la chaîne chronologique faite dans ce travail.

Conclusion:

L'analyse du deuxième chapitre a permis de relever des contradictions majeures dans les stratégies de développement adoptées au Zaïre depuis son indépendance en 1960. Ces contradictions sont généralement présentées comme les causes majeures des crises de

¹¹⁹ Il s'agit plus précisément de la fin du mono-partisme, avec la proclamation de la pluralité politique au mois d'Avril 1991.

l'économie zaïroise. En effet, sans nier leur évidente responsabilité, faut-il éviter toute explication simpliste d'une crise complexe, mieux de plusieurs crises simultanées. On ne saurait oublier que ces contradictions sont en premier lieu les résultats de la régulation même des rapports internationaux entre le centre et la périphérie. Elles sont également le produit direct de l'économie mondiale telle qu'elle fonctionne aujourd'hui.

Mais nous avons présenté l'analyse de l'État, sa nature, son émergence et son rôle dans le but de soutenir notre hypothèse de base, selon que dans le contexte de la mondialité, l'État zaïrois était incapable de fonctionner. En outre l'analyse de l'Etat zaïrois permet d'expliquer comment le gouvernement zaïrois n'a pas permis le passage obligé d'une économie coloniale à une économie indépendante/autonome.

Nous avons soutenu que la crise du Zaïre ne pouvait faire abstraction des facteurs internes que gèrent l'État. Son émergence en tant que la seule véritable force socio-économique et politique était mal remplie. Ses politiques économiques mal définies, l'absence de la société civile et l'incohérence des structures sociales sont autant des facteurs qui expliquent la nature spécifique des déséquilibres socio-économique et politique au Zaïre.

Outre ces faits, il est également évident que l'incapacité de l'État et ses orientations économiques ont attisé la vulnérabilité de l'économie zaïroise face aux chocs extérieurs. Celle-ci avons-nous expliqué, résulte du fait que les différentes politiques économiques avaient manqué de préparer l'économie zaïroise à répondre aux défis à long terme: défi de la

compétition internationale, défi d'une croissance durable et enfin, défi d'une accumulation équilibrée.

III^{ème} partie

Chap. III. ANALYSE DE LA CRISE ZAÏROISE DANS LE CONTEXTE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE.

" Zaïre is a country in crisis. After 25 years of independance, including 20 years of relative political stability under the authoritarian rule of president Mobutu Sese Seko, there is virtually no improvement in the quality of life of ordinary men, women, and children. At the same time, Zaïre' rulers continue to enrich themselves in the face of popular misery, and to enjoy the support of major world powers and financial institutions". Nzongola Ntalaja (1986).

Dans ce chapitre synthèse, il est question de faire une analyse de la crise zaïroise telle qu'elle se manifeste aujourd'hui. Il est entendu que cette crise n'est pas suo-generis, elle s'est dynamisée à partir des facteurs conjoncturels, structurels et même accidentels. En outre, cette analyse rejoint notre démarche initiale, celle de faire une étude structuro-historique des facteurs qui sont à la base des déséquilibres socio-économiques et politiques au Zaïre.

Nous avons soutenu tout au long de cette analyse que le fait historique majeur qui marque l'évolution de l'économie zaïroise est que son secteur moderne ne s'y est pas constitué à partir d'une transformation progressive de l'économie locale, mais s'y est implémenté à l'initiative de l'étranger, pour répondre à une demande extérieure.

De plus, peut-on remarquer, ce secteur a généralement recouru intensivement à des facteurs étrangers de production, principalement des cadres gestionnaires et des capitaux. Comme il a été expliqué, ces deux facteurs constituent un mécanisme de blocage, en ce qu'ils ne favorisent pas le développement d'autres secteurs, susceptibles de promouvoir la

diversité sectorielle et de mode de production. C'est à ce point que l'on peut affirmer que la colonisation a en effet limité la mise en place d'une économie équilibrée, autonome et capable de relever le défi de l'économie mondiale et des attentes de la compétition internationale. En effet, le Zaïre indépendant n'a pu relever ce défi, sa place et son rôle dans l'économie mondiale constituée comme économie périphérique a continué. C'est ainsi que les caractéristiques désarticulantes et extraverties de son économie tendent à se perpétuer que de s'effacer.

Dans le contexte de la mondialité, ce positionnement devient progressivement problématique: car la faiblesse structurelle interne devient une contrainte et aggrave la vulnérabilité de l'économie zaïroise aux aléas de l'économie mondiale. Ce constat permet ainsi de justifier les effets de la crise économique qui sécoua le Zaïre au début des années quatre-vingt. Aussi, faut-il relever un autre facteur important, c'est que la nature du régime politique a eu comme effet de perpétuer les déséquilibres socio-économiques au point qu'ils sont devenus une aberration. Nous proposons donc deux explications de la crise zaïroise: comme produit historique (externe) et comme produit de facteurs internes.

III. 1. La crise Zaïroise actuelle : produit historique.

Comme il a été dit dans la première partie, l'insertion des économies africaines dans l'économie mondiale s'est réalisée par l'entremise de la colonisation. Ces pays, y compris le Zaïre étaient déjà incorporés dans la D.I.T avant même leurs indépendances, avec des fonctions précises. Ceci amène absolument à orienter le débat de la colonisation sous

l'angle économique et politique: c'est-à-dire comme produit objectif du capitalisme apparu à un certain stade du développement historique de la société humaine.¹²⁰ Il importe de préciser que la politique coloniale était à la base et avant tout un phénomène économique, une cause et un effet économique. Ceux-ci ne doivent pas être pris séparément de l'expansion du capitalisme mondial.

En effet, pendant la colonisation, la stratégie économique belge était surtout orientée vers la création des infrastructures de production permettant l'exploitation des matières premières dont avait besoin la Belgique. Cette politique était fondée sur un secteur prépondérant, celui de la production pour l'exportation, dont les surplus ont servi davantage à l'élargissement du dit secteur, au détriment d'autres. La demande extérieure a ainsi suscité la naissance d'une économie qui sera profondément liée au marché mondial et qui, s'appuyant sur une technologie et des capitaux étrangers, se situera au début en marge de l'ensemble de l'économie.

Wallerstein stipule que cette singularité propre à plusieurs pays africains doit être comprise dans l'analyse de trois phases historiques, qui ont permis l'insertion de ces derniers dans le système de l'économie mondiale.¹²¹ Dans ces conditions, l'absorption des économies périphériques dans ledit système s'est réalisée d'une manière inusitée, brisant la cohérence et la dynamique sociétale des formations sociales périphériques.

¹²⁰ Szentes, T., op. cit. p. 148.

¹²¹ Wallerstein, I. " The three stages of African involvement in the world economy ", in Political economy of contemporary Africa, pp.35-55

Il est vrai que ces politiques ont constitué une économie capitaliste, certes différente de celles des pays du centre. La différence fondamentale réside évidemment dans la structure extravertie que ces politiques ont édifiée au Zaïre. L'école néo-marxiste stipule justement que les nombreuses difficultés de la périphérie - africaine en particulier - sont issues des politiques coloniales et de la D.I.T. C'est ainsi qu'au lieu d'un équilibre inter-sectoriel comme il en est le cas au centre, la structure économique périphérique est perforée par des déséquilibres marquants, dont la désarticulation et l'extraversion constituent la caractéristique principale.

III.1.1. L'extraversion structurelle: héritage colonial

L'économie zaïroise est une économie largement ouverte et dépendante. On note que la formation de son Produit Intérieur Brut (P.I.B) dépend presque exclusivement des activités exportatrices que la colonisation avait façonné, et que l'indépendance n'a pu changer.

En effet, le degré d'extraversion de l'économie zaïroise n'est pas le résultat d'un fait accidentel.

*...la République congolaise hérite d'une économie largement dépendante des entreprises belges qui interviennent pour 55% du P.N.B, essentiellement dans les secteurs .*¹²²

A ce point, faut-il alors questionner la nature et la logique de la colonisation; car elle était un fait économique, motivé par une logique économique. Selon l'école néo-marxiste, ces

¹²²Van Der Steen, D., " Une économie sous influence " in Braeckman, C., Gasibirege, S. et Al, Congo-Zaire. La Colonisation-l'Indépendance-le régime Mobutu- et demain 2, Collection Grip-informations, 1989. p.117

politiques exploitatives ont touché à plusieurs autres domaines: l'exploitation de la main d'oeuvre bon marché et des toutes les ressources naturelles zaïroises. Mais, il faudrait signaler que l'extraversion n'est pas synonyme de dépendance ni de sous-développement . Le problème que pose l'extraversion c'est le fait que dans de cas comme au Zaïre, elle participe systématiquement à la désarticulation de l'économie. On remarque qu'au Zaïre, la production n'est pas intégrée à des activités susceptibles d'effets d'entraînement.

Les investissements, si importants soient-ils, ont été orientés dans les secteurs à très haute rentabilité, bénéfiques à l'économie belge et d'autres acteurs internationaux. Le but de ces investissements était d'établir des industries minières extractives au Zaïre pour les intérêts belges et d'autres pays du centre. Ainsi, la capacité limitée du marché interne et la demande très forte au niveau mondial justifiaient la nécessité d'orienter la structure de l'économie zaïroise vers le secteur minier d'exportation.

Ces facteurs expliquent pourquoi le Zaïre n'a pas pu se développer même pendant les périodes de bonne performance économique. Ceci s'explique du fait que la structure de l'économie zaïroise n'est pas autonome, elle subit les impulsions des facteurs exogènes qui contrôlent sa structure économique à travers le secteur moderne.

*La disparition progressive du monopole belge ne signifie pas pour autant le développement d'un contrôle économique par le capital ou l'Etat zaïrois. Ce sont les capitaux d'autres puissances économiques qui entrent en force, et ce dès la fin des années 60...*¹²³

¹²³ Op. cit., p. 117

Le secteur moderne au Zaïre est celui dominé par l'exportation des matières premières minières et de ses composantes directes et indirectes. Dans ce contexte souligne Gran, "international ties also dominate the subsidiary elements of economic activity".¹²⁴ Il en résulte que le secteur minier, dominant soit-il, a comme effet de désarticuler, de déformer et d'accentuer l'extraversion de l'économie. Les différentes branches ou secteurs liés à ce secteur ne sont d'aucune manière complémentaires.

*The various sectors do not face each other as relative equals whose growths are mutually stimulated, as happened in the internal economic growth of the United States or some of the countries of western Europe.*¹²⁵

La non-complémentarité des secteurs a comme effet de renfermer les pays de la périphérie dans une forme spécifique de subordination au sein de la D.I.T. C'est ce qui détermine dès lors la satellisation de ces économies par rapport à celles des pays du centre, mais aussi le dualisme sectoriel. Mais au Zaïre ce dualisme agit d'une manière singulière. Contrairement à l'Amérique Latine, il a plutôt vidé le secteur traditionnel de son essence. La population rurale s'est abstenue à participer à ce mode de production; elle a par contre retrouvé le mode de subsistance de jadis. Par conséquent, le secteur agricole est bloqué, sa production ralentie et réduite au strict minimum.

C'est ainsi que nous stipulons que ce dualisme, n'a pas seulement transformé la structure économique du Zaïre, il a en même temps interdit l'apparition et le développement des

¹²⁴ Gran, G., op. cit. pp. 10.

¹²⁵ Idem. pp. 10.

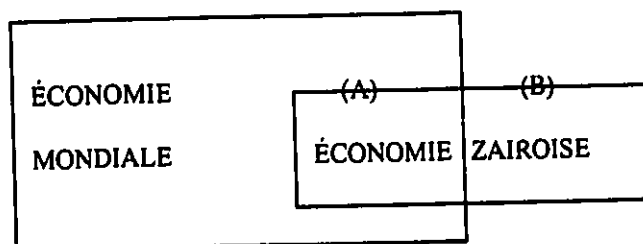
capitaux locaux. En jouant sur la structure économique, le dualisme a en outre aggravé et renforcé différents mécanismes de dépendance.

III.1.2. La désarticulation sectorielle : Fonction de l'économie mondiale

Si l'on considère ce qui a été dit dans cette étude, il s'avère que la désarticulation de l'économie zairoise est un produit de son insertion relative, certes inachevée, dans le système de l'économie mondiale. Processus inachevé (Fig. 1) dans ce sens que c'est seulement le secteur moderne de son économie (A) qui s'est inséré distinctivement des autres secteurs (B) dans la D.I.T. Cette insertion, faut-il souligner, ne résulte pas de l'évolution interne de son économie en tant qu'une dynamique autonome, comme ce fut le cas pour l'Europe et l'Amérique.

En se représentant l'économie zairoise sur la figure ci-dessous, on peut observer que l'économie zairoise ne constitue pas un ensemble cohérent au sein de l'économie mondiale. Selon notre représentation, seul le secteur moderne (A) est inséré dans la D.I.T, alors que le reste de l'économie (B) n'y est pas compris; contrairement aux pays du centre et récemment les N.P.Is , où ces deux secteurs sont complémentaires et insérés dans l'économie mondiale.

Figure 1. Représentation graphique de l'économie zairoise dans la D.I.T



Comme il a été expliqué dans cette analyse, une telle insertion favorise une stratégie à tendance désarticulante et à haut risque. L'économie est en marge de grands courants de l'économie mondiale. Elle n'a pas évolué selon les réflexions de la mondialité.

Dans son étude sur le rôle du Zaïre dans le système de l'économie mondiale, Katwala souligne le fait suivant:

This mining sector and the transportation infrastructure connected to it was developed in order to incorporate Zaïre into the world economic system. Production in this sector was largely export oriented and mining companies had extensive interests outside Zaïre which included substantial holdings in refining companies and metallurgical processing enterprises.¹²⁶

Selon l'école néo-marxiste, une telle orientation économique ne peut que être néfaste pour une économie faible. Les compagnies minières sont d'origine étrangère et contrôlent les capitaux et technologies nécessaires au fonctionnement et développement de l'industrie minière. Ce phénomène crée ainsi une certaine hyatus socio-économique, où le Zaïre tend à se spécialiser selon les attentes des firmes multinationales qui contrôlent son secteur moderne.

On peut relever deux explications: premièrement, ce type de spécialisation entrave la possibilité des effets secondaires et cumulatifs au Zaïre, pour les transplanter dans les pays du centre. Deuxièmement, il oriente le Zaïre à se spécialiser dans des types d'activités moins prometteuses en matières de progrès techniques, les secteurs internes et externes de l'économie étant pris séparément.

¹²⁶ Katwala G., op. cit. pp. 62.

Par conséquent, ce type de structure économique se développe en enclave. Au Zaïre, comme dans plusieurs pays du tiers monde, ces enclaves ont été tournées vers l'extérieur, et elles les sont restées même après les indépendances politiques. Le Shaba (Katanga) et le Kasai sont restés les principaux exportateurs des matières premières pour l'exportation; le Bas-Zaïre, principal lieu d'expédition des marchandises avec son port naval; alors que Kinshasa, la capitale, représente le centre décisionnel économique et politique du pays.

Selon Szentes, cette particularité commune aux pays du tiers monde s'explique surtout à travers le fonctionnement systémique de ces enclaves en rapport avec les pays du centre.¹²⁷ On peut soit remarquer que l'implantation de ces enclaves et leur fonctionnement étaient et restent encore tributaires des intérêts et capitaux étrangers; soit que ces enclaves ont été soumises, sinon évoluées sous la contrainte des forces économiques spontanées qui incitaient même les investisseurs nationaux (l'État post-colonial) à placer leurs capitaux dans des branches d'activités à caractère extravertie et sans effet d'entraînement.

Par conséquent, le secteur d'exportation, coupé des autres secteurs de production, orienté surtout vers l'extérieur n'a pas pu constituer la force motrice économique (fig. 1.). Au Zaïre, cette cassure de cohésion a davantage accentué les déséquilibres de son économie, entre le moderne et le traditionnel. Cette réalité illustre le paradoxe des politiques économiques à travers lesquelles le développement économique et l'insertion dans l'économie mondiale étaient supposés se réaliser. En outre, elle permet de souligner une

¹²⁷ Szentes, T. op.cit. pp.308.

problématique fondamentale, c'est que le Zaïre n'a pas cherché à adopter une politique économique reflétant la réalité de la mondialité. Il suffit de considérer la période 1969-1975 pour justifier cet argument.

L'Etat avait investi dans des projets illusionnistes et mal évalués, dont la rentabilité était connue douteuse d'avance. Nous faisons allusion bien entendu aux deux projets Inga, la Gécamines et la sidérurgie de Maluku. Inga I fonctionnait à 18%, Inga II entre 20 à 23% de son potentiel; le programme d'expansion de la Gécamines supposé de croître la production cuprifère n'avait pas été atteint; elle est restée jusqu'à la fin des années 1980 en dessous de 400,000 tonnes par an. Quant à la sidérurgie de Maluku qui devait produire 250,000 tonnes d'acier électrique, elle n'en produisait que 60,000 tonnes par an. La production s'est finalement écroulée à 10,000 tonnes par an vers les années 1980.¹²⁸ Après les années 80, elle était devenue saisonnière et fermée par la suite. La boucle se referme, on reprend le même schéma classique: les minerais sont alors envoyés en Belgique pour le finissage dont a besoin le Zaïre.

Quant au secteur agricole, pourtant regorgeant plus de 80% de la population active, a continué de regresser; l'attention du gouvernement étant portée vers le projet d'industrialisation prônée par différentes institutions financières internationales. Cet abandon graduel du secteur agricole a eu comme effet d'accentuer la situation de l'équilibre précaire existant entre le moderne et le traditionnel.

¹²⁸ Willame, J. C., l'automne d'un despotisme. Pouvoir et obéissance dans le Zaïre des années quatre-vingt, Paris, Karthala pp 61-74

Cette dualité se trouve être un exemple de la non-intégration de l'économie zaïroise dans le système de l'économie mondiale comme une structure d'ensemble, dont les différents secteurs convergent dans une totalité globale. Au lieu de créer des zones industrielles et diversifier les centres d'opération, l'orientation économique adoptée a eu un effet contraire.

Cette situation résulte, comme l'explique Szentes, de la colonisation qui a légué à la majorité des pays du tiers monde différentes structures économiques non intégrées dans la D.I.T.¹²⁹

Les pays en voie de développement ont ainsi hérité du colonialisme une économie à la structure déformée qui traduit leur rôle et leur situation de dominés dans la division internationale du travail capitaliste mondiale.¹³⁰

Si donc la stratégie économique du Zaïre après son indépendance porte le sceau des politiques coloniales, son évolution et sa performance dans l'économie mondiale sont aussi déterminées par la rigueur de celles-ci. L'économie mondiale étant en perpétuel changement, fallait-il que le Zaïre adapte son économie selon ces mutations. Mais sa place et son rôle ne permettent pas cette adaptation.

Selon Amin, la fonctionnalité de la périphérie dans le système de l'économie mondiale capitaliste résulterait de la concurrence entre différents acteurs centrifuges. Dès lors, cette concurrence devient une contrainte qui forge la dépendance et la structure particulière de

¹²⁹ Cette synthèse est faite à partir de plusieurs auteurs. Ici, elle reflète davantage de l'analyse de Szentes, T., op. cit, pp 307-311.

¹³⁰ Szentes, T., op.cit, pp.311.

chaque économie périphérique. Aussi, cette dépendance détermine t-elle trois niveaux de distorsion. Pour le cas du Zaïre, ces trois niveaux se traduisent de la manière suivante:

1- Une distorsion profonde à propension exportatrice qui absorbe des capitaux investis par les forces externes, voire par l'État même;

2- Une distorsion dans le secteur tertiaire qui justifie les contradictions du capitalisme périphérique et les structures originales des formations sociales zaïroises;

3- Une distorsion en faveur des branches légères, favorisant ainsi les techniques légères.¹³¹

(...) Elle signifie, en termes économes, le transfert de la périphérie vers le centre des mécanismes multiplicatifs - lesquels mécanismes font de l'accumulation au centre un processus cumulatif. De ce transfert résulte l'apparente désarticulation de l'économie sous-développée, le dualisme, etc..., et finalement le blocage de la croissance.¹³²

Dans ces conditions, il s'avère que le mécanisme d'intégration de l'économie zaïroise dans l'économie mondiale s'est traduit par une intégration asymétrique; hypothéquant dès lors les possibilités d'un développement économique cohérent et équilibré à long terme. Toutefois, il est intéressant de savoir si les déséquilibres socio-économiques et politiques au Zaïre sont seulement les résultats des politiques coloniales belges. A notre avis, la réflexion devrait plutôt porter sur les facteurs externes et internes qui orientent la place et le rôle du Zaïre sur la scène mondiale depuis l'indépendance.

¹³¹Cette synthèse est faite à partir de l'analyse de Amin, Samir, in L'accumulation à l'échelle mondiale; pp. 190-194 Ici, nous en simplifions le contenu et l'adaptions à notre texte.

¹³² Amin, S., idem, pp. 198.

III.2. La crise zairoise: Produit des facteurs internes.

Pendant les années soixante-dix avons nous expliqué, le Zaïre était dans une position relativement bonne du point de vue croissance du produit national. Cette croissance a été suscitée par des mécanismes du marché mondial, précisément à cause de la demande et du prix du cuivre élevé. Mais, c'est ce même mécanisme qui provoquera l'effondrement de l'économie zairoise, lorsque l'économie mondiale était entrée en crise vers les années 74-75.

The export of copper and others minerals, to the general exclusion of all but subsidiary industrial activities, has created and sustained a profoundly unbalanced economy.¹³³

A ce fait, faut-il alors rappeler les orientations économiques et politique du gouvernement zairois, (Zairianisation et politiques d'investissement) lesquelles se sont avérées dévastatrices pour l'économie zairoise.

Cependant, la crise zairoise s'aggravera davantage pendant les années quatre-vingt à cause de la stratégie prônée par les bailleurs de fonds (surtout le F.M.I et la Banque mondiale) avec leur politique d'ajustement structurel. Une autre cause de cette aggravation, c'est l'endettement qui a suivi la baisse de la croissance au cours des années soixante-quinze. L'État n'était plus en mesure de répondre à ces fonctions ne fut-ce élémentaires.

Diverses autres contradictions des politiques nationales de développement économique vont paraître au grand jour. Sur le plan purement économique, la dette devient une

¹³³Gran, G., op. cit., pp.2

contrainte plutôt qu'un mécanisme de sauvetage. La dette qui avait largement financé la croissance des années 70, les déficits budgétaires causés par la hausse du dollar U.S et du prix de pétrole ont bloqué la fonctionnalité de l'État et le rythme de la croissance économique. Fallait-il dès lors élaborer des mécanismes régulateurs susceptibles de redresser les déséquilibres provoqués.

C'est en effet, dans ce contexte que les programmes d'ajustement structurel prôné par le F.M.I et la Banque mondiale seront appliqués. Mais, ceux-ci ont eu un effet régulateur plutôt que correctif; car ces mesures ajustent les déséquilibres, mais ne les corriges pas à la racine Par contre, ils ont provoqué d'autres contradictions au niveau social, notamment avec des coupures budgétaires dans la fonction publique, les soins médicaux, l'éducation, voire dans l'agriculture. La croissance n'a jamais reprise, au contraire la régression économique a été d'abord ralentie pour s'accélérer de nouveau au point que tous les indicateurs socio-économiques de base étaient devenus négatifs.

Sur le plan politique, l'autoritarisme du régime au pouvoir s'intensifie, l'État étant devenu l'instrument de la classe politique. Pendant cette période, on note que plusieurs politiques économiques n'ont pas atteint leurs objectifs. Les raisons sont multiples, soit que les priorités de la classe politique ont été autres que celles du pays (zaïrianisation,...), soit que ces politiques ont été abandonnées (substitutions aux importations), soit qu'elles été interrompues suite aux facteurs circonstanciels (l'invasion du Shaba 1977-1978, les effets de la guerre de l'Angola, la seconde crise de pétrole de 1979,...)

En plus la crise des années quatre-vingt a confirmé que la structure de l'économie zaïroise était très vulnérable aux chocs externes. Cette vulnérabilité a été accentuée par le mode de régulation politique et par le choix d'une stratégie de développement qui impliquait délais et déficits.

What we have instead is an economic crisis due to basic imbalance in the production structure and regularly fed by staggering budget deficits and inflation. But the repercussion of the crisis in the political sphere and at the societal level leads one to think more of a coma-like state, rather than a crisis, where breathing is kept going by a sophisticated internal and external mechanism of resuscitation.¹³⁴

Toutefois, il importe de préciser que la crise zaïroise, aussi bien que dans la majorité des pays du tiers monde ne résulte pas simplement des impulsions externes; elle fait intervenir des blocages proprement endogènes. En effet, précise Ominami, "c'est dans l'articulation entre ces deux niveaux que réside la singularité des crises périphériques."¹³⁵ Celles-ci découlent de trois facteurs importants: la fragilité de la régulation d'ensemble, le manque d'institutionnalisation du rapport salarial, la désarticulation sectorielle. Comme il a été spécifié dans ce travail, les acteurs internes ont contribué à renforcer ces facteurs.

Au Zaïre, la fragilité de la régulation découle du chaos des rapports sociaux survenus après l'indépendance en 1960. Elle a comme conséquence la mise en place de pratiques économiques et politiques corrosives sur le fonctionnement de l'économie dont les différentes politiques telle la zaïrianisation constituent un exemple.

¹³⁴ Ntalaja Nzongola, op. cit, pp. 31.

¹³⁵ Ominami, C., op. cit. pp. 156.

La précarité du rapport salarial par contre, agit comme un facteur de blocage direct sur le processus d'accumulation au Zaïre. Il existe en effet un excédent de force de travail qui n'est pas soumis à l'exploitation capitaliste dans une structure organisée. Le manque d'articulation se remarque davantage au niveau de l'agriculture et de l'industrie, précisément entre les différentes branches de ces deux secteurs. Ce manque d'articulation se cristallise pour constituer la source principale des déséquilibres qu'accuse l'économie zaïroise. D'un point de vue analytique, il était tout à fait normal qu'une telle économie soit si vulnérable devant les mutations de l'économie mondiale qui se sont opérées depuis le début des années soixante-dix.

Conclusion générale:

Nous avons soutenu dans cette thèse que les déséquilibres socio-économiques et politiques du Zaïre sont le produit de son insertion particulière dans l'économie mondiale. La crise qui en résulte a été présentée comme répondant à un modèle schématique qui respecte une division internationale du travail anti-développement pour la périphérie africaine. Nous avons ainsi présenté le modèle structuro-historique pour arriver à une démonstration chronologique de la crise économique du Zaïre. En effet, ce dernier a permis de relever les facteurs externes et internes qui expliquent la nature des déséquilibres socio-économiques et politiques au Zaïre pendant la période que nous avons retenue dans le cadre de l'analyse faite.

L'étude de cas a permis de démontrer que les causes des déséquilibres socio-économiques sont multiples (structurelles, conjoncturelles et même accidentelles). Sur le plan externe, ceux-ci résultent principalement de la manière dont le Zaïre a été inséré dans l'économie mondiale constituée. Cette insertion explique dès lors sa place, son rôle et sa fonction en tant que périphérie de cette dernière. Ce mécanisme, avons-nous expliqué, s'est réalisé suivant une démarche historique particulière, contrairement à celle des pays du centre. La domination des pays du centre sur ceux de la périphérie a fait de sorte que les politiques économiques du Zaïre répondent avant tout au besoin et exigence des économies du centre. Ceci fait de sorte que l'économie du Zaïre ne soit pas en mesure de refléter la vraie réalité de la mondialité telle qu'elle présente actuellement, c'est-à-dire en

levant le défi de la compétition mondiale financièrement, technologiquement, culturellement et politiquement.

Au niveau interne, les facteurs politiques ont été déterminant dans l'aggravation de la crise socio-économique au Zaïre. Le rôle de l'État post-colonial, en tant que garant du développement n'a pas permis de briser le schéma classique de la colonisation. Ses orientations économiques se sont avérées incohérentes et déséquilibrantes. A ce fait, faut-il soulever les effets négatifs qu'a l'influence des instances internationales, surtout américaines et belges, en ce qu'elle a contribué à rompre la cohésion socio-économique du Zaïre et de rendre son économie plus dépendante, sinon vulnérable aux chocs externes.

Paradoxalement, le gouvernement zairois a renforcé ces déséquilibres et les a rendu même insupportables. En outre, la faible capacité, sinon l'absence de la société civile a donné lieu à un État trop puissant pour n'être au fait que trop impuissant face aux nombreux défis auxquels il devait répondre sur le plan interne et externe. Cette incapacité de l'État a permis à l'élite politique de se substituer littéralement à l'État et d'user de sa légitimité. Il en résulte que cet État n'a pas pu formuler adéquatement des politiques économiques d'une manière pragmatique face au défi que posait l'économie mondiale en mutation.

Les nombreuses orientations politiques témoignent à juste titre combien cet État était à la fois tout et vide en même temps. En conséquence, le régime d'accumulation qui prit place au Zaïre pendant la période 1970-1980 a abouti à une crise générale. Celle-ci se

caractérise davantage par une multitude de causes et facteurs qui résultent du fait que les stratégies de développement adoptées durant la période de croissance (1967-1974) n'ont pas tenu compte des faiblesses internes du Zaïre, non plus des contraintes des marchés mondiaux des matières premières et de ses cycles.

Il est sans doute vrai que les défis du Zaïre ont été immenses. Dans un premier lieu, toutes les structures que l'Etat post-colonial a trouvé en 1960 étaient dore et déjà en marche. Son secteur moderne l'avait incorporé dans l'économie mondiale selon une logique capitaliste étranger. La dépendance économique, financière , politique et technologique témoigne dès lors des structures pre-existantes que l'Etat post-colonial n'a pas transformé.

Ceci dit on peut stipuler que les déséquilibres socio-économiques au Zaïre et à la périphérie en général, ne se sont pas produits seuls; ils ont été produits par des facteurs spécifiques. Dans le contexte de la mondialité, il est évident que ces déséquilibres continueront tant que le Zaïre ne repensera pas ses priorités socio-économiques. Une stratégie de développement est censée permettre avant tout la redistribution équilibrée de " biens communs ", une bonne gestion et de garantir une cohésion socio-économique ne fut-ce minimale. Mais comme on vient de le remarquer tout au long de cette thèse, le cas du Zaïre est loin de confirmer une telle assertion.

Ainsi donc, si les stratégies de développement supposaient une transition équilibrée dans l'économie mondiale, avec moins de choc, l'expérience zairoise permet d'en dire

autrement. L'expérience de trente dernières années révèlent que pour un grand nombre des pays du tiers monde, les résultats sont catastrophiques; il y a eu de recul dans presque tous les domaines, contrairement aux N.P.I en Asie du sud Est asiatique où ces stratégies ont permis une intégration plus acceptable - avec moins de chocs - et plus cohérente dans l'économie mondiale.

Cependant, il est important de souligner que ce n'est pas l'ouverture vers l'extérieur qui est remise en cause, non plus la participation ou la dépendance vis-à-vis du marché mondial, c'est la logique des stratégies adoptées, prise dans un contexte spécifique donné. Ce n'est pas non plus le fait que le Zaïre fut colonisé; c'est le fait que les stratégies pronées et adoptées n'ont pas permis le passage équilibré et moins perturbateur d'une économie coloniale à une économie autonome, s'insérant globalement dans la D.I.T selon les modalités de cette dernière.

Le zaïre était bel et bien "bien parti" pour mal finir peut-on dire aujourd'hui. Les indicateurs économiques et sociales sont depuis la fin des années 1980 sous le négatif. Ni les politiques des instances internationales, ni celles préconisées par le régime Mobutu ne sont parvenues à redonner au Zaïre l'espoir d'un lendemain meilleur. Dans le cas du Zaïre peut-on relever, la participation au commerce mondial ne diminue pas nécessairement les déséquilibres; ils ont tendance à s'accroître et à devenir permanents. Elle (la participation) a enrichi quelques personnes habiles, en même temps qu'elle se heurte à l'ordre tabli (au niveau mondial) et à sa logique.

En définitive, l'expérience zairoise permet de conclure que l'intégration de l'économie du Zaïre dans l'économie mondiale s'est produite de manière chaotique. Le succès des années soixante et soixante-dix était trop éphémère. L'évolution de l'économie mondiale va plus vite pour certains pays périphériques, peut-on dire. Les grandes proclamations de la courte période de gloire suscitent aujourd'hui des illusions; satisfont le simple sens de la dignité humaine, mais s'effondrent vite dans l'amertume de l'échec. Les années 90 seront sans doute longues pour le Zaïre, dans le cadre de l'économie mondiale actuelle.

ANNEXE

Le Zaïre est devenu indépendant le 30 Juin 1960.

Ce fut une ancienne colonie belge, autre fois " le Congo ".

Quelques faits historiques:

- * Entre 1960 et 1965: Guerre civile qui a paralysé le pays. Il a fallu l'intervention des Nations Unies pour mettre fin au désordre.
- * En 1961: Le premier Ministre Lumumba Patrice est assassiné.
- * En 1964: Rébellion dans les provinces centrales et du Nord-Est.
- * En 1965: Coup d'Etat militaire. Monsieur Mobutu est amené au pouvoir. (Complot CIA).
- * En 1966-1967: Premier conflit belgo-zairois suite à la nationalisation de l'UMHK.
Adoption de la nouvelle constitution. Dévaluation.
- * En 1969: Le code d'investissement
- * En 1971: Le retour à l'authenticité (Valeurs africaines) avec l'abandon des prénoms d'origine étrangère; changement des noms et appellation du pays: du Congo au Zaïre.
- * En 1974 : Les mesures de la zairianisation et radicalisation.
- * En 1975: la Retrocession: remise en cause de la Zairianisation.
- * En 1977- 1978 : deux guerres du Shaba (Katanga) où la France de Giscard était venu à la rescousse de Mobutu.
- * En 1985: Attaque surprise au Shaba par des rebelles katangais.
- * En 1991: Fin du mono-partisme, arrivée du pluralisme politique ?

BIBLIOGRAPHIE

- Abernethy, David,
 "European colonialism and postcolonialism in Africa", in Glickman, H., The crisis and challenge of African development, Westport, Greenwood Press, 361 p.
- Agbobli, Edo k.,
Géographie et structures économiques de l'Afrique, Paris, L'Harmattan, 1989.
- Alschuler, Lawrence,
Multinationals and Maldevelopment, London, Macmillan Press, 1988. 218 p.
- Amin, Samir,
Maldevelopment. Anatomy of a global failure, Tokyo, United Nations University Press, 1990. 244 p.
La faillite du développement en Afrique et dans le tiers-monde, Paris, L'Harmattan, 1988.
Impérialisme et sous-développement en Afrique, Paris, Anthropos, 1988.
L'échange inégal et la loi de la valeur, Paris, Anthropos, 1985. 285 p.
La déconnexion. Pour sortir du système mondial; Paris, La Découverte, 1985
L'agriculture africaine et le capitalisme, Paris, Anthropos, 1975. 380 p.
L'accumulation à l'échelle mondiale, Paris, Athropos, 1970. 591 p.
- Amondji, Marcel,
Côte d'Ivoire. La dépendance et l'épreuve des faits, Paris, L'Harmattan, 1988.
- Austrey, Jacques,
Le scandale du développement, Paris, Éditions Marcel et cie, 1965. 559 p.
- Bakary, Tassy,
L'État en Côte d'Ivoire, Québec, Université Laval, 1992.
- Banque du Zaïre,
Rapport annuel 1980, Kinshasa, Banque du Zaïre, 1981
- Banque Mondiale
Les données économiques 1990, Washington, Banque Mondiale, 1990.
Zaïre the current crisis situation, Washington, Banque Mondiale, 1981
- Bayart, J. François,
L'État en Afrique. La politique du ventre, Paris, Fayard, 1989, 439 p.

- Berberoglu, Berch,
The political economy of development. Development theory and the prospect for change in the third world. Albany, State University Of New York Press, 1992.
 224 p.
- Bethlehem, C.,
Planification & croissance accélérée, Paris, Maspero, 1972
- Bodenheimer, Susan,
 “ Dependency and imperialism: the roots of Latin American underdevelopment “ in
 Michael Smith et al., Perspective on world politics, London, MacMillan, 1976.
- Brackman, C., Gasibirege, S. et al.,
Congo-Zaïre. La colonisation - l'Indépendance - le régime obutu - et demain ?,
 Bruxelles, Collection GRIP - Informations, 1989
- Callaghy, Thomas,
The State-society struggle. Zaïre in comparative perspective, New York,
 Columbia University Press, 1984.
- Cardoso, F. et Faletto, E.
Dépendance et développement en Amérique Latine, Paris, Maspero, 1979.
- Comeliau, C.,
Mythes et espoirs du tiers-monde, Paris, L'Harmattan, 1986. 184 p.
- Coulon, C., Martin D.,
Les Afriques politiques, Paris, Éditions la Découverte, 1991. 295 p.
- Cox, Robert ,
Production, power, and World power. Social forces in the making of
 history, New York, Columbia University Press, 1987. 500 p
- Crawford, Young & Turner, Thomas,
The rise and decline of the zairian state, Madison, The University Of Wisconsin
 Press, 1985
- Depelchin, J.,
De l'État Indépendant du Congo au Zaïre contemporain, Bruxelles, Codesria,
 1992.
- Emmanuel, A.,
La dynamiques des inégalités, Paris, Anthropos, 1985. 285 p.

- Fauré, Y. et Médard, J.,
État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire, Paris, Karthala, 1982.
- Feller, Bernard,
Les États d'Afrique noire de l'indépendance à 1980. Un essai de typologie,
 Genève, Peter Lang, 1987
- Friedman, J.,
 "Influence de l'intégration du système social sur le développement économique",
 in Fryssinet, J. Le concept de sous-développement économique, Paris, Editions
 Mouton et cie, 1976.
- Fryssinet, Jacques,
Le concept de sous-développement, Paris, Éditions Mouton et cie, 1976.
- Furtado, H.,
Théorie du sous-développement économique, Paris, Presses Universitaires de
 France, 1970, 262 p.
- Gran, Guy,
Zaïre. The political economy of underdevelopment, New York, Praeger,
 1979. 331 p.
- Gibbs, David,
The political economy of Third World intervention: Mines, Money, and
 U.S policy in the Congo crisis, The University of Chicago Press, 1991.
- Glickman, Harvey,
The crisis and challenge of African development, Wesport, Greenwood
 Press, 1992
- Grellet, Gerard,
Les structures économiques de l'Afrique noire, Paris, Tiers-monde I.E.D.E.S,
 1982
- Gould, David,
Bureaucratic corruption and underdevelopment in the Third World. The
 case of Zaïre, New Jersey, Pergamon, 1980.
- Gunder, Frank,
Crisis: In the world economy; New York, Holmes & Meier Publishers, 1980
The Underdevelopment of development; Stockholm, Bethany Books, 1991
- Gutkind, P. et Wallerstein, I.,
Political economy of contemporary Africa, Beverly Hills, California, 1985, 345 p.

- Hervé, G. et Badić, B.,
La politique comparée, Paris, Arman Colin, 1990.
- Jacquemot, Raffinot,
Accumulation et développement. Dix études sur les économies du tiers monde, Paris, l'Harmattan, 1985. 408 p.
- Kannyo, Edward,
 " Postcolonial politics in Zaire, 1960-1979", in Gran Guy, Zaire. The Political economy of underdevelopment, New York, Praeger, 1979.
- Katwala, Ghifem,
Bureaucracy, dependency and underdevelopment in Zaire, (Thèse Ph D)Berkeley, University of California, 1979, 418 p.
- Kazancigil, Ali
L'État au pluriel, Paris, l'Harmattan, 1992. 427 p.
- Lipietz, Alain,
Choisir l'audace. Une alternative pour le XXIe siècle, Paris, La Découverte, 1989. 156 p.
Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde, Paris, la Découverte, 1989.
- Lugan, Bernard,
Afrique, bilan de la décolonisation, Paris, Collection Vérités et légendes, 1991.
- Macgaffey, Janet,
Entrepreneurs and parasites. The struggle for indigenous capitalism in Zaïre, Cambridge, Cambridge University Press, 1987. 241 p.
- Mbaya, K.,
Sur les conditions du décollage économique au Zaïre, Kinshasa, Presses de l'Institut de recherche scientifique, Collection recherche no 1, 1981.
- Médard, J. Francois,
Etats en Afrique noire, Paris, Harmattan, 1981.
- Michalet, Charles,
Le Défi du développement indépendant; Paris, Editions Rochevignes, 1983
Le capitalisme mondial, Paris, Presses Universitaires de France, 1978. 233 p.
- Mokoli, Mondonga,
States against development the experience of post-1965 Zaire, Pergamon, New Jersey, 1993. 278 p

- Nezeys, Bertrand,
L'autopsie du tiers mondisme; Paris, Economica, c1988
- Ngandjeu, Jean,
L'Afrique contre son indépendance économique ? Diagnostic de la crise
actuelle, Paris, L'Harmattan, 1988.
- Ntalaja, Nzongola,
The crisis in Zaïre. Myths and realities, New Jersey, Africa World Press, 1986.
- OCDE ,
Intégration des pays en voie de développement dans le système
commercial international, Paris, 1992.
- Ominami, Carlos,
Les tiers monde dans la crise, Paris, la Découverte, 1986. 222 p.
- Palloix, Christian,
L'Économie Mondiale capitalisme, tome 2, Paris, Harmattan, 1976
- Rostow, W.W.,
Les étapes de la croissance économique, Paris, la Découverte, Traduction de M.J.
Rouret, 1979
- Sachs, Ignacy,
La découverte du tiers-monde, Paris, Flammarion, 1971. 276 p.
- Sadoulet, Elizabeth,
Croissance inégale dans une économie sous-développé, Genève, Librairie Droz,
1983. 278 p.
- Salama, Pierre
L'État surdéveloppé. Des métropoles au tiers monde, Paris, Maspéro; 1983. 159 p.
Le procès de sous-développement, Paris, Maspéro, 1972. 181 p.
- Schulders, Guy,
Développement: Stratégie de l'urgence, Paris, L'Harmattan, 1991. 295 p.
- Shaw, Timothy,
Towards a political economy for Africa. The dialectic of dependence, New York,
St Martin's Press, 1985. 135 p.
- Smith, Michael et al.,
Perspective on World politics; London, MacMillan, 1976

- Szentes, Thomas,
Économie politique du sous-développement, traduction de Maillet, M, Paris,
 Economica, 1977.
- Tshibaka B., T.,
The effects of trade and exchange rate policies on agriculture in Zaire, Washington,
 International Food Policy Research Institute, Research report 56, November 1986
- Van Der Steen, D.,
 " Une économie sous influence " in Braeckman, C., Gasibirege, S. et al., Congo -
 Zaire . La colonisation- l'Indépendance- le régime mobutu- et demain ?; Collection
 GRIP- Informations, Bruxelles, 1989
- Wallertein, Immanuel,
Les inégalités entre États dans le système international: origines et
 perspectives, Paris, Maspero, 1978.
- Weisman, Stephen,
American foreign policy in the Congo 1960 - 1964, New York, Ornell University
 Press, 1974 p 480
- Willame, J.-claude,
L'automne d'un despotisme. Pouvoir et obéissance dans le Zaïre des
 années quatre-vingt, Paris, Karthala, 226 p.
- Wilson, Jeremy,
Analyzing politics. An introduction to empirical Methods, Scarborough, Prentice-
 Hall, 1988, 203 p.
- Winsome, Leslic,
The World Bank and Structural Adjustment. Transforming in Developing
 countries. The case of Zaire; Washington, World Bank, 1986
- Yameogo, Herman,
Repenser l'Etat africain: Ses dimensions et prérogatifs; Paris, l'Harmattan, 19893